ISSN 1662 – 4599

29 juin 2015
14e année
No 17

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Un médecin grec raconte: «Celui qui n'a pas d'argent meurt»

Interview du Dr Giorgios Vichas accordé à Harald Schumann*

Giorgios Vichas (photo mad)

La Grèce doit faire des économies, en voilà les conséquences: les malades souffrant d'un cancer n'ont pas de soutien, la poliomyélite est de retour, les malades souffrant du diabète perdent la vue. Le médecin Georgis Vichas nous parle de son travail quotidien.

Harald Schumann: Monsieur Vichas, ne craigniez vous pas de subir un infarctus?
Giorgios Vichas: Non, pourquoi?

Parce que vous accomplissez parallèlement deux activités professionnelles à plein temps. D'une part, vous êtes cardiologue à temps plein dans un hôpital et d'autre part, vous dirigez une structure, où vous et vos collègues soignez gratuitement des milliers de patients qui, sans vous, ne recevraient aucune aide médicale. Cela doit être difficile à supporter à long terme.
Je travaille beaucoup et ne dors que cinq heures par jour, c'est vrai. Mais je suis en excellente forme et je tomberais certainement vraiment malade si je ne le faisais pas et restais les mains dans les poches alors que nombre de nos compatriotes luttent dur et souffrent.

Votre famille l'accepte?
Depuis six mois, mes filles ont arrêté de demander quand la crise se terminerait. Ma femme travaille avec nous, elle voit bien à quel point cet engagement est nécessaire.

Comment avez-vous fait pour créer une clinique avec des bénévoles pour offrir des traitements gratuits?
Depuis de nombreuses années, je travaille dans un hôpital public. Au printemps 2011, j'ai vu les conséquences, lorsque des centaines de milliers de personnes ont soudainement perdu leur emploi et par la suite leur assurance maladie. A cette époque, j'avais un patient quinquagénaire souffrant du cœur qui faillit mourir parce qu'il n'avait pas obtenu les médicaments nécessaires depuis six mois. Cela m'a touché profondément, je me sentais coupable.

Pourquoi donc? Vous n'y étiez pour rien.
Je voyais la souffrance des gens sans rien faire, car je ne savais pas comment. Cela a changé au mois d'août 2011. J'ai assisté à un concert de *Mikis Theodorakis,* notre grand compositeur. Il a fait un discours passionné et dit entre autre, ce que je pensais depuis un bon moment, que les médecins devaient entreprendre quelque chose pour aider dans leur misère et leurs angoisses, les gens ayant perdu leur assurance maladie. Cela m'a beaucoup perturbé. Le concert eut lieu ici, sur le terrain de l'ancien aéroport. Alors, j'ai eu l'idée: il y avait tous ces bâtiments vides et j'ai pensé qu'on pourrait éventuellement établir un établissement médical ambulatoire libre dans un de ces bâtiments. Nous avons eu la chance que le maire de la région était prêt à nous aider. Il nous a prêté ce bâtiment tout en prenant en charge les frais d'électricité et d'eau.

Dr Giorgios Vichas (2e de gauche) et son équipe. (photo mad)

Votre patron vous laisse sans rien dire, exercer un deuxième emploi?
Le directeur de notre hôpital fût le premier que j'ai convaincu de ce plan. Il voyait la détresse et y participe lui aussi. Les conditions des bailleurs de fonds et de leur Troïka, composée du Fond monétaire international, de la BCE et de la Commission européenne, ont mené à une réduction de 40% des moyens financiers pour le service étatique de santé publique. La moitié des médecins travaillant dans les hôpitaux publics et dans les cliniques ambulatoires a été licenciée. En même temps, un quart de la population ne dispose plus de son assurance maladie suite à la perte de leur emploi. Et même ceux obtenant encore leur salaire ou leur retraite ont souvent si peu d'argent qu'il leur est impossible de payer les suppléments élevés pour les médicaments ou les traitements.

Qu'est-ce que cela veut dire au concret de ne plus avoir d'assurance maladie?
Imaginez que vous tombiez malade et que vous soyez obligé d'aller à l'hôpital pour une opération ou un traitement suite auquel vous recevez une facture s'élevant à quelques milliers d'euros. Si vous ne réglez pas cette facture, l'office des finances transforme le montant en dettes face à l'Etat et les fonctionnaires ouvrent une procédure contre vous en saisissant votre maison ou votre retraite ou vous met même prison.

Et cela se passe vraiment?
Heureusement pas souvent. La menace est cependant bien réelle et elle a des conséquences sévères: les gens évitent tout traitement aussi longtemps que possible. Ainsi la maladie s'aggrave souvent massivement, sans nécessité.

En Grèce, il y a des gens qui meurent uniquement parce qu'ils ne sont plus assurés?
Oui, c'est la réalité. Mais cela, vous ne le trouverez pas dans les statistiques. Mais nous l'avons vécu dans notre clinique. Les trois premières années, nous avons traité 200 patients souffrant d'un cancer. 10% d'entre eux sont venus nous consulter dans un stade avancé de la maladie. La moitié est décédée parce qu'ils n'ont pas obtenu de traitement à temps. Les collègues travaillant dans d'autres cliniques bénévoles nous rapportent les mêmes expériences. Nous devons supposer qu'il y a des milliers de malades décédés suite au manque de traitement.

Y a-t-il des maladies typiques de cette crise?
Le Sida, la tuberculose et l'hépatite. Les personnes infectées sont souvent les pauvres ne pouvant pas s'offrir de traitement. Ils continuent donc à infecter d'autres personnes et les infections se répandent. Les diabétiques sont aussi durement touchés. Ils ne peuvent souvent plus suivre leur régime ou n'obtiennent pas assez d'insuline; ils risquent donc la cécité ou des amputations. Beaucoup plus souvent qu'auparavant, nous voyons des mamans, bébés et enfants sous-alimentés. Cela va nuire à un grand nombre d'enfants pour toute leur vie.

Si la réalité est ainsi, les coupes dans les budgets de la santé publique sont totalement insensées même sous l'aspect purement économique.
Oui, c'est absurde. Ces mesures d'économies coûteront en fin de compte davantage à l'économie grecque qu'elles ne rapportent au budget de l'Etat. Uniquement ce qu'on a économisé sur le dos des diabétiques au cours des trois années après 2010 causera des frais supplémentaires de 200 millions d'euros. C'est le résultat d'une étude sérieuse.

L'entrée de l'hôpital. (photo mad)

Cela n'a pas amené les responsables à réfléchir?
Ecoutez, jusqu'au mois d'août de l'année dernière, nous avions ici un ministre de la Santé publique qui avait exigé des hôpitaux de ne pas remettre les nouveaux nés à leurs mères aussi longtemps qu'elles n'avaient payé leur facture. Les aspects humains ne l'intéressaient pas!

Vous exagérez.
Cela a vraiment eu lieu. Pendant six mois, on a pratiqué cela dans les hôpitaux publics. Et pire encore, on fait des économies sur les vaccinations. La plupart des enfants arrivant chez nous ne sont pas vaccinés. C'est pourquoi nous nous attendons au retour de la poliomyélite. C'est un risque pour toute l'Europe. Les germes ne s'arrêteront pas aux frontières.

Avez-vous pu parlé aux représentants des bailleurs de fonds de la zone euro ou de la Troïka sur la contre-productivité de ces coupes?
Uniquement avec des députés des Parlements nationaux et du Parlement européen. Récemment, une délégation du Bundestag allemand est venue nous voir. Ils ont admis qu'eux-mêmes avaient fait de mauvaises expériences avec les mesures d'austérité et qu'on avait dû revenir en arrière. Je leur ai proposé de faire pression sur le gouvernement de Mme Merkel pour qu'il fasse marche arrière dans le domaine des coupes budgétaires dans la santé publique grecque. On m'a répondu que cela relevait de la responsabilité de la Troïka, et non pas du gouvernement allemand.

Mais c'est lui qui, de commun accord avec les autres gouvernements de la zone euro, a chargé la Troïka d'imposer ces mesures à la Grèce.
C'est juste. Néanmoins, les députés ne se sentaient pas concernés.

Ni mêmes ceux des partis gouvernementaux de la CDU et du SPD?
Non. Pas même ceux-ci. En lieu et place, ils nous ont offert des dons pour notre clinique.

Il y avait de bonnes raisons de réformer à fond l'ancien système. Finalement, il était extrêmement dépensier et corrompu.
Certainement, des réformes étaient absolument nécessaires, mais on n'a pas réformé, on a simplement détruit tout le système de santé. On aurait dû mieux répartir les médecins et les cabinets sur tout le pays. On aurait dû réduire les prix des médicaments et l'influence des entreprises pharmaceutiques. Et bien sûr qu'il fallait combattre la corruption. Mais tout cela, on ne l'a pas fait, la seule chose, ce furent des coupes dans les budgets et des licenciements.

Etait-ce la faute des créanciers allemands et de la zone euro? La responsabilité ne revient-elle pas plutôt à l'ancien gouvernement grec composé de conservateurs et de sociaux-démocrates?
D'un point de vue formel, la responsabilité principale revient certainement aux anciens gouvernements grecs. Et les fonctionnaires de la Troïka le répèteront toujours. Cependant, en lisant les mémorandums et les rapports de la Troïka, vous verrez qu'elle a planifié ce programme brutal jusque dans les moindres détails.

Suite page 2

* *Giorgios Vichas,* 53 ans, est médecin et cardiologue dans un hôpital d'Athènes. Parallèlement, il dirige depuis quatre ans une polyclinique, où des médecins et d'autres professionnels de la santé apportent gratuitement dans leur temps libre de l'aide aux patients n'ayant plus d'assurance-maladie. Il est marié et a deux filles.

La Grèce, l'Allemagne et la zone euro

Discours de Yanis Varoufakis, ministre des Finances de la Grèce, tenu à la Fondation Hans-Böckler à Berlin (8 juin 2015)

hd. Le point de vue grec étant généralement occulté, «Horizons et débats» publie dans son intégralité, le discours de Yanis Varoufakis pour information et documentation.

Yanis Varoufakis (photo wikipedia)

Merci de m'avoir invité et merci d'être présents. Merci aussi pour votre accueil chaleureux. Je vous remercie tout particulièrement d'offrir la possibilité d'ériger des ponts, de consolider nos points communs et surtout de vous engager pour un rapprochement pendant que tant d'efforts sont déployés pour semer la discorde entre les peuples, alors que la tâche historique serait de se retrouver unis.

Depuis la fin de la guerre, les Grecs et les Allemands se sont unis avec d'autres peuples européens. Nous avons trouvé des points communs malgré les différences de langage, la diversité des cultures, les tempéraments bien définis. Dans ce processus de rapprochement, nous découvrons avec grand bonheur qu'il existe moins de différences entre nos nations qu'il n'y a de différences à l'intérieur de nos nations.

Puis, il y eut le désastre financier global de 2008 suivi, un ou deux ans plus tard, du fait que les peuples venant de se retrouver en étaient à nouveau venus à s'affronter … du fait de la monnaie commune – un paradoxe qu'on pourrait trouver amusant, s'il ne cachait pas tant de dangers pour nos peuples. Un danger pour l'avenir et pour l'idée d'un bien-être commun pour l'Europe.

L'histoire semble avoir un sens pour la comédie, quand on voit de quelle manière elle se répète parfois elle-même. La guerre froide ne débuta pas à Berlin en décembre 1944, mais dans les rues d'Athènes. La crise de l'euro débuta également à Athènes en 2010, déclenchée par l'amoncellement des dettes grecques. Suite à un malencontreux hasard, la Grèce devint le foyer tant de la guerre froide que de la crise de l'euro. Mais les causes sont très diverses et se retrouvent sur tout le continent.

Quelles furent les causes de la crise de l'euro? Les médias et les politiciens aiment les histoires simples. Tout comme Hollywood, ils adorent les histoires morales avec des méchants et des victimes. La fable d'*Esope* intitulée «La fourmi et la cigale» s'avéra tomber à pic. Depuis 2010, l'histoire se raconte à peu près comme cela: les cigales grecques n'ont pas accompli leur devoir et leur période estivale de l'endettement trouva un jour soudainement une fin. Les fourmis se virent donc obligées de leur venir en aide par des contributions financières. Aujourd'hui, on affirme au peuple allemand que les cigales grecques ne veulent pas rembourser leurs dettes. Elles veulent continuer de profiter d'une vie agréable, de pouvoir s'éclater, de se dorer au soleil et donc un nouveau sauvetage financier est nécessaire afin d'en avoir les moyens.

C'est une histoire avec un impact fort. Une histoire soutenant la position de l'argent contre les Grecs, contre notre gouvernement. L'ennui, c'est que cette histoire est trompeuse. Elle jette une ombre noire sur la vérité. C'est une allégorie destinée à dresser un peuple contre un autre. Tout le monde y perd. Sauf peut-être les ennemis de l'Europe et de la démocratie qui espèrent gagner le gros lot.

Permettez-moi une lapalissade: la dette de l'un est la richesse de l'autre. Donc, le déficit d'un Etat produit le surplus d'un autre. Si une nation ou une région est plus industrialisée qu'une autre, si elle produit l'essentiel des biens avec une grande valeur ajoutée, alors que l'autre se contente de biens guère négociable avec une faible valeur ajoutée, il va de soi qu'il y a asymétrie. Il ne suffit pas de penser à la Grèce face à l'Allemagne. Pensez aussi à l'Allemagne de l'Est face à l'Allemagne de l'Ouest ou bien au Missouri face au Texas, au nord de l'Angleterre face à la «Greater London Area» – ce sont tous des exemples de déséquilibres commerciaux sur la durée.

Un taux de change flottant, comme celui entre le Brésil et le Japon, permet de maintenir le contrôle des déséquilibres – cela au prix de la volatilité. Mais lorsqu'on fixe le taux de change pour offrir davantage de sécurité aux affaires (ou bien encore plus en introduisant une monnaie commune), il se passe autre chose: les banques se mettent à exagérer les excédents et les déficits. Ils gonflent les déséquilibres et les rendent plus dangereux. Automatiquement. Sans se référer aux électeurs ni aux Parlements. Et même, sans que le gouvernement du pays soit au courant. C'est cela que je désigne de dettes toxiques et de recyclage des excédents. Cela se fait par les banques.

Il est facile de comprendre ce qui se passe: un excédent commercial allemand face à la Grèce provoque un transfert d'euros de la Grèce vers l'Allemagne. Par définition!

Et c'est précisément ce qui s'est passé dans les années folles – avant la crise. Les euros, gagnés par les entreprises allemandes en Grèce et ailleurs à la périphérie se déversèrent dans les banques de Francfort. Cet argent augmenta le volume financier de l'Allemagne (réserves de liquidités) et abaissa le prix de l'argent. Quel est le prix de l'argent? Le taux d'intérêt! C'est pourquoi ces derniers se maintinrent si bas en Allemagne par rapport à d'autres membres de la zone euro.

Soudainement, les banques du Nord avaient un motif pour à nouveau prêter leurs réserves aux Grecs, aux Irlandais, aux Espagnols – aux Etats où les intérêts étaient nettement plus élevés, du fait que les liquidités dans les régions déficitaires d'une union monétaire se réduisent constamment.

C'est ainsi que se déversa un tsunami de dettes depuis Francfort, la Hollande et Paris – sur Athènes, Dublin, Madrid, sans se préoccuper de la perspective d'une dévaluation de la drachme ou de la lire, puisque nous avons tous l'euro, tous appâtés par l'idée d'un risque sans risques, une conception fantaisiste semée par Wall Street, le berceau de cette horrible «financiarisation».

Autrement dit, les torrents de dettes dans des pays telle la Grèce étaient l'envers de la médaille des excédents commerciaux de l'Allemagne. Les dettes de la Grèce et de l'Irlande envers les banques allemandes privées permirent de maintenir les exportations allemandes vers la Grèce et l'Irlande. Cela est comparable à l'achat d'une voiture chez un vendeur qui vous fournit en même temps le prêt pour que vous puissiez vous permettre cet achat. On appelle cela le financement de l'offrant (vendor-finance).

Voyez-vous le problème? Pour maintenir l'excédent commercial d'un Etat à l'intérieur d'une union monétaire, le système bancaire doit entasser des dettes auprès des Etats déficitaires. Il est vrai que l'Etat grec fut un débiteur irresponsable. Mais, Mes-

Suite page 3

«Un médecin grec raconte: …»
suite de la page 1

Pourquoi des fonctionnaires non impliqués de Bruxelles ou de Washington auraient-ils la volonté d'imposer un tel procédé si cela n'apporte rien?
C'est une question que je me suis souvent posée. Pourquoi nous forcent-ils de faire une telle restriction dans nos dépenses, alors que cela ne mène qu'à davantage de dettes? Finalement, il ne me reste qu'une seule explication: il s'agit de mettre en pratique une idéologie affirmant que celui qui possède de l'argent a le droit à la vie, celui qui n'en a pas a le droit à la mort.

Autrefois, les médecins grecs demandaient en supplément à leur salaire étatique de l'argent aux patients. Vous aussi?
Non, je ne l'ai pas fait. C'est insupportable que cela se passe aujourd'hui encore – et qu'aucun de ces médecins n'ait été traduit en justice, pas un seul. Depuis plusieurs mois, j'essaie, au sein de l'association des médecins, d'inciter les comités concernés de s'y opposer. Malheureusement, en vain.

En même temps, il y en a beaucoup qui s'engagent contre la misère. Combien de médecins travaillent gratuitement ici?
Nous sommes une centaine de médecins de toutes les disciplines et 200 infirmiers et infirmières et aides-soignants.

Combien de cliniques ambulatoires semblables y a-t-il?
Dans toute la Grèce, il y en a 50, dont huit à Athènes.

Comment vous arrivez à financer cela?
Nous n'acceptons par principe jamais d'argent, uniquement des dons en nature. Heureusement, nous en obtenons beaucoup de la part de citoyens de toute l'Europe, notamment d'Allemagne et d'Autriche. Une petite partie nous parvient également de France et d'Italie. Le mois dernier, nous avons pu remettre deux chargements de camion de matériel provenant de nos donateurs à des hôpitaux publics.

Ces dons proviennent de Grecs émigrés?

La «Metropolitan Community Clinic». (photo mad)

Non, pas des Grecs, uniquement des citoyens normaux d'autres pays européens.

Donc les citoyens font preuve de la solidarité que leurs gouvernements refusent?
En Allemagne ou en France, il y des pans entiers de la société qui ne sont pas d'accord avec la politique de leurs gouvernements. J'en ai rencontré beaucoup qui ont honte de ce que leurs gouvernements ont imposé à la Grèce.

Vous et vos collègues, êtes vous en mesure de couvrir les besoins dans les autres centres médicaux gérés par des bénévoles?
Non, en aucun cas. Nous pouvons soulager la souffrance, mais cela ne peut remplacer les services de santé publique normaux. C'est vraiment tragique. Les hôpitaux publics manquent de tout, pas seulement de médecins, mais même de pansements et de désinfectants. Les conséquences sont souvent graves. L'année passée, il n'y avait, pendant des mois, dans une maternité au Nord de la Grèce plus de vrais clamps de cordon ombilical. Cela a mis en danger la vie de nombreux bébés.

Si la situation est si grave, il y a certainement de nombreuses personnes qui vous téléphonent jour après jour pour demander de l'aide. Comment arrivez-vous à supporter cela?
Parfois, c'est terrible. Je me réveille la nuit en pensant à la mère qui ne peut pas sauver son enfant ou au malade cancéreux ayant besoin d'un traitement coûteux que nous ne pouvons lui offrir. Il y a des jours où je me sens très frustré et déprimé.

Le nouveau gouvernement de gauche a promis de combattre cette situation d'urgence humanitaire. La situation ne s'est-elle pas améliorée depuis son entrée en fonction en février?
Quand une voiture dévale une pente à plein gaz et qu'on change le conducteur, la course vers l'abîme n'est pas encore terminée. Néanmoins, il y a maintenant des bons d'alimentation et de l'électricité pour les plus pauvres. Le nouveau gouvernement a promulgué une loi selon laquelle les non-assurés ont également accès aux hôpitaux publics. En réalité, tout cela n'apporte pas encore de réelle aide, car le système public est totalement débordé par manque de personnel et d'équipement.

Il n'y a pas assez de médecins et de soignants?
Oui, bien sûr. 4000 médecins sont partis à l'étranger dont 2500 en Allemagne. Même quand les gens obtiennent un rendez-vous, cela ne veut pas dire qu'on pourra les aider. Souvent les appareils nécessaires manquent ou les médicaments sont impayables. Il faut donc continuer à lutter et faire pression sur le gouvernement.

Les chances de pouvoir améliorer la situation sont-elles faibles?
Honnêtement, je n'attends pas grand-chose des gouvernements, ni d'ici ni du reste de l'Europe. La situation est trop embrouillée et échauffée. Je puise le plus d'espoir dans l'immense solidarité des gens entre eux, chez nous et par le grand soutien de nos amis en Allemagne et dans d'autres pays européens. Cela me donne du courage.

Avez-vous jamais pensé entrer en politique pour changer le système par cette voie?
Oui, j'y ai pensé. Mais plus par désespoir que par conviction. Je me suis même fait mettre sur une liste de Syriza lors des dernières élections parce que je m'y sentais obligé. Mais je n'en ai parlé à aucun journaliste, je n'ai pas fait de campagne et je n'ai pas été élu. Maintenant, j'en suis content. Ma place est aux côtés des malades, ils ont besoin de moi. •

Pour en savoir davantage sur la «Metropolitan Community Clinic», consultez le site anglais: *www.mkiellinikou.org/en/*

Source: *www.tagesspiegel.de/weltspiegel/sonntag/ein-griechischer-arzt-berichtet-wer-kein-geld-hat-der-stirbt/11844930.html* du 2/6/15
Réimpression avec l'aimable permission de l'auteur.
(Traduction *Horizons et débats*)

L'économie sans frontière – un piège pour tous

par Reinhard Koradi

La crise financière et économique démasque sans ménagement les défauts de l'ordre économique actuel. Un ordre économique reniant tous les règlements et se référant par principe, uniquement à un «monde globalisé» mène inévitablement à une incapacité d'action nationale des Etats impliqués et viole leur souveraineté. La spécificité des conditions particulières au niveau géographique, culturel, politique, social et économique est rigoureusement occultée. Le nivellement lié à ce processus crée inévitablement un vide de pouvoir, menant très rapidement à des déséquilibres. La domination du plus fort s'impose et mène à l'abus de pouvoir.

Le but d'une économie nationale responsable au service de l'être humain devrait être la création d'équilibres. Quant au commerce extérieur, les volumes des biens et des prestations exportés et importés entre les diverses économies nationales devraient être équilibrés. Si un pays exporte davantage de biens qu'il n'en importe, il renforce sa place industrielle aux dépens d'autres pays. Dans le domaine de la politique de l'emploi, il en va de l'équilibre entre l'offre et la demande de postes de travail. Le même principe de péréquation doit être adopté dans la politique monétaire (il faut s'abstenir d'agrandir la masse monétaire ad libitum) et dans la politique financière (balance entre les recettes et les dépenses). Le mépris de la revendication d'établir une balance entre l'écoulement et l'afflux par des mesures de nature réglementaire dans les marchés spécifiques sont, avec la déréglulation et la mondialisation favorisant la concentration de pouvoir, au moins partiellement la cause des crises actuelles.

Un des plus importants instruments pour la création des équilibres nécessaires est la propre monnaie nationale. La monnaie communautaire, l'euro, a mis sous tutelle les économies nationales en Europe et leur a retiré la prise d'influence autonome et responsable sur leurs économies nationales. De nouveau centres de pouvoir (OMC, FMI, BCE, Bruxelles, Londres, New York etc.) dictent l'ordre économique des économies nationales jadis indépendantes. La centralisation de l'organisation de l'ordre économique a considérablement accéléré la percée de la théorie économique du néo-libéralisme. La définition du marché mondialisé, la dérégulation, la privatisation des services de base et l'application rigoureuse de la gestion des coûts affaiblit l'Etat nation et lui enlèvent toute possibilité de corriger les développements erronés de l'économie nationale. Les rapports de force actuels favorisent le contournement des Etats nationaux par des accords de libre-échange internationaux (TTIP, TiSA etc.).

Quiconque montre la Grèce du doigt, doit d'abord balayer devant sa propre porte

Les Grecs sont finalement victimes d'un ordre économique tourné vers le marché mondial. Ils n'auraient jamais du se laisser intégrer dans cet ordre mondial. Mais aussi une politique de croissance financée par des liquidités trop abondantes a déclenché des dérives menant inévitablement à la crise de la dette. Il va de soi que les Grecs ont fait des erreurs d'économie nationale à l'intérieur du pays – tout comme un grand nombre d'autres pays. Eblouis par le «message de salut» néolibéral, nous avons perdu de vue les vertus de l'économie nationale évoquées précédemment.

La Grèce doit trouver sa propre voie. Selon les conditions spécifiques mentionnées au début, le retour à une politique nationale stable et consciente de ses responsabilités doit être mise en pratique. Cela signifie aussi que le peuple grec doit récupérer sa liberté de décider lui-même de l'organisation de l'économie nationale grecque.

Mais les autres pays européens n'ont pas de raisons, de montrer Athènes du doigt. Il est grand temps que toutes les économies nationales du monde se basent sur leurs compétences et cultures spécifiques et reconnaissent la nécessité d'installer dans leur pays une économie pour le bien de toute leur population. La diversité qui en naîtra mènera à davantage d'indépendance et encouragera une concurrence bénéfique pour trouver les meilleures solutions.

Les défis futurs ne pourront être résolus ni par le nivellement vers le bas ni par des démonstrations de pouvoir. La responsabilité individuelle – dont fait partie la souveraineté de chaque pays– est la clé, pour échapper au chaos global créé par une petite élite puissante. Il faut arriver à surmonter le centralisme par des structures décentralisées. Les structures locales et décentralisées encouragent la capacité d'action et la disposition des êtres humains à s'engager en faveur des intérêts communs et de l'aide mutuelle.

«La Grèce, l'Allemagne et ...»
suite de la page 2

dames et Messieurs, à tout débiteur irresponsable correspond un créancier irresponsable. Prenez comme exemple l'Irlande ou l'Espagne et comparez les avec la Grèce. Les gouvernements de ces pays n'étaient pas irresponsables, à l'encontre du nôtre. Finalement le secteur privé de ces pays reprit les dettes accumulées dont le gouvernement ne voulait pas. L'ensemble des dettes à la périphérie était l'envers des excédents des Etats du Nord.

C'est pourquoi il est inutile de réfléchir sur les dettes dans un contexte moral. Nous avons une union monétaire qui, par ses règles, a engendré des dettes insupportables. C'est nous qui l'avons construite. Nous en sommes tous responsables, en tant qu'Européens. Nous devons résoudre ce problème ensemble. Sans montrer les autres du doigt, sans remettre la faute aux autres.

Jusqu'en 2009, les médias grecs étaient particulièrement fiers que leur pays croissait plus vite que l'Allemagne. Ils se trompaient. C'était une croissance reposant uniquement sur l'endettement continuel, sur l'effet «boule de neige». Lorsque nos bulles éclatèrent, les médias allemands rejetèrent la faute sur la mentalité de gaspillage dans les pays de la périphérie et les dénoncèrent comme de mauvais Européens qui obtenaient maintenant ce qu'ils méritaient. Cependant, la presse allemande commit elle aussi une erreur. Suite au système problématique du recyclage soutenu par les banques, les dettes exorbitantes de la périphérie soutenaient l'essor de l'industrie des machines et du système bancaire allemand et français.

En résumé, c'est le recyclage des excédents de la zone euro qui était au centre du problème. La Grèce et l'Irlande en prirent un sale coup de la part de cette zone euro mal conçue. Nous avons assisté à un effondrement pour sauver les banques qui étaient à l'origine de ce recyclage mal mené. Pour sauver une zone euro économiquement incapable d'absorber les vagues de chocs provoquées par la crise financière que sa construction créa et qui était politiquement opposée à revoir le mécanisme du recyclage des excédents.

Depuis cinq ans, l'Europe et trois différents gouvernements grecs ont fait comme si la crise était résolue, alors même qu'ils la prolongeaient. Ils firent semblant de croire qu'on pouvait éviter la banqueroute de l'Etat en concédant des crédits en constante augmentation, accordés au prix d'une politique d'austérité ponctionnant les revenus de la population, et minant les possibilités de l'Etat de rembourser. Entre-temps, la grande dépression (Great Depression) s'est installée, le centre politique s'est effondré, les enfants sous-alimentés sont pris de malaises pendant les leçons en classe et de plus des nazis réapparaissent de l'ombre.

Comme je l'ai déjà dit, il est inutile de se renvoyer la faute. Qui est responsable de la crise? Nous avons mis sur pied une zone euro avec un mécanisme de recyclage des excédents devant nous mener, immanquablement, à une crise provoquant des victimes un peu partout. Plus nous tarderons à en prendre conscience, plus nous nous enfoncerons dans cette erreur collective.

J'ai fait allusion, tout à l'heure, à la fable d'Esope qui a causé tant de tort à la compréhension entre nos peuples à leurs relations et à leur respect mutuel. Permettez-moi de la raconter d'une nouvelle façon, plus proche des circonstances économiques réelles de la zone euro.

D'abord, j'espère que vous êtes d'accord avec moi que l'idée que les fourmis se trouvent toutes au nord de l'Europe et que les cigales sont toutes réunies au sud, à la périphérie, paraîtrait comique si elle n'était pas si insultante et destructive envers notre projet européen commun.

Après la mise en place de l'euro, ce qui s'est passé pendant la période faste c'est que les fourmis ont travaillé dur partout, en Allemagne comme en Grèce. Et elles avaient du mal à joindre les deux bouts, en Allemagne comme en Grèce. Par contre, en Grèce comme en Allemagne, pour les cigales, c'était la foire de la finance.

L'afflux de capitaux privés allemands vers la Grèce a permis aux cigales du Nord tout comme à celles du Sud de générer à leur profit une énorme richesse virtuelle aux dépens des fourmis – les fourmis allemandes et les fourmis grecques. Puis, quand la crise a frappé, ce sont les fourmis du Nord et spécialement celles du Sud, les fourmis grecques, qui ont été mises à contribution pour renflouer les cigales des deux nations.

Ces plans de sauvetage ont coûté cher aux fourmis. Les fourmis grecques, en particulier, ont perdu leurs emplois, leurs maisons, leurs pensions, tandis que les fourmis allemandes se sentaient trahies lorsqu'elles entendaient parler de ces milliards qu'on versait aux Grecs alors même que leur propre niveau de vie stagnait malgré leurs efforts productifs. Pour ce qui est des cigales grecques, certaines aussi ont souffert mais les plus grosses n'ont rien eu à craindre: elles ont exporté leurs fonds mal acquis vers Genève, Londres et Francfort. Et tout le long du chemin vers la banque, elles riaient.

C'est cela qui est tellement négatif dans un plan de sauvetage financier. Ce n'est pas que les Allemands n'ont pas assez payé pour les Grecs. Ils ont beaucoup trop payé, pour les mauvaises raisons. Plutôt que d'aider les Grecs, l'argent a été versé dans un trou noir de dettes insoutenables tandis que partout le peuple souffrait. De la croissance nourrie par la dette nous sommes passés en boucle à l'austérité alimentée par la dette.

C'est pour mettre fin à ce cercle vicieux que notre gouvernement a été élu.

Depuis 2010, au sein de notre parti, et moi tout particulièrement, nous nous sommes opposés à ces plans de sauvetage qui ne faisaient qu'empiler une nouvelle dette sur l'insoutenable dette publique grecque déjà existante sous couvert d'une stricte austérité menant à réduire tous les revenus et plongeant ainsi la Grèce encore plus dans l'insolvabilité, la dépression et la misère. Nous nous sommes élevés contre cet acte de pure folie consistant à faire passer la dette de l'Etat grec des registres des banques privées sur les épaules des contribuables européens. Cela ne ferait que dresser les nations les unes contre les autres sans apporter le moindre remède à l'insolvabilité de la Grèce.

Les cinq années écoulées ont prouvé que nous avions raison et c'est pourquoi nous avons été élus. Dès le jour de ma prise de fonction j'ai fait une proposition simple à nos partenaires, dans l'Eurogroupe et ailleurs: comme nous avons été élus pour remettre en question le programme auquel vous croyez et auquel vous voudriez que nous nous soumettions, les négociations pourraient se prolonger. Alors menons ces négociations de bonne foi. Mais mettons-nous également d'accord par ailleurs, et le plus rapidement possible, sur les nombreuses réformes dont nous convenons tous qu'elles sont absolument nécessaires et que les précédents gouvernements ont refusé de mettre en œuvre. Faisons adopter par notre Parlement, d'un commun accord, trois ou quatre projets de lois qui luttent contre l'évasion fiscale, mettent sur pied une administration fiscale complètement indépendante, s'attaquent à la corruption, réforment le code de l'impôt sur le revenu, régulent et taxent les chaînes de télévision, etc. etc. Mettons ces réformes en œuvre immédiatement pendant que les négociations «élargies» et «exhaustives» continuent.

La réponse que j'ai reçue était sans équivoque: «Non! Jusqu'à ce que la révision complète du Programme grec ait été menée à bien, vous ne pouvez faire adopter aucun projet de loi par le Parlement. Toute législation de ce type sera considérée comme une action unilatérale et mettra en péril vos relations avec les institutions». Et c'est ainsi que les négociations ont trainé, trainé, épuisant notre énergie pendant que l'économie stagnait et que d'importantes réformes attendaient toujours d'être légiférées.

On me demande souvent: «Quoi qu'il en soit, pourquoi n'avez-vous pas conclu les négociations avec les institutions? Pourquoi n'avez-vous pas trouvé un accord rapidement?» Il y a trois raisons à cela.

Premièrement, les institutions insistent sur des indicateurs macroéconomiques économiquement insupportables. Considérons trois d'entre eux, cruciaux, concernant les sept années à venir: le taux de croissance moyen, l'excédent primaire moyen et l'amplitude moyenne des mesures fiscales (c'est-à-dire les nouveaux impôts, les baisses des retraites et des pensions). Les institutions nous proposent des chiffres qui sont en contradiction les uns avec les autres. Elles partent du principe que la Grèce pourrait atteindre un taux de croissance moyenne d'environ 3%. Tout cela est bien beau, mais alors, pour rester en ligne avec leur «but» qui est de démontrer que notre dette peut descendre jusqu'à 120% de notre revenu national en 2022, elles exigent des excédents primaires en hausse de plus de 3%, avec d'importantes mesures fiscales permettant d'atteindre ces excédents primaires. Le problème dans ce cas, c'est que si nous acceptions ces données et imposions ces excédents fiscaux hautement générateurs de récession à notre faible économie, nous n'atteindrions jamais le taux de croissance de plus de 3% auquel elles font référence. Le résultat d'un accord avec les institutions sur ces insupportables indicateurs fiscaux serait que la Grèce, une fois de plus, échouerait misérablement à remplir les objectifs de croissance attendus, avec des conséquences épouvantables pour notre peuple et notre capacité à rembourser nos dettes. En d'autres termes, l'échec spectaculaire des cinq dernières années va se prolonger dans l'avenir. Comment notre gouvernement pourrait-il y consentir?

Deuxièmement, nous sommes peut-être un gouvernement idéologiquement proche de la Gauche radicale mais malheureuse-

Suite page 4

«La Grèce, l'Allemagne et ...»
suite de la page 3

ment ce sont les institutions qui, en véhiculant des fixations idéologiques, rendent un accord impossible. Prenez par exemple leur insistance sur le fait que la Grèce doit devenir une zone exempte de protection du travail. Il y a deux ans la troïka et le gouvernement ont démantelé toutes les conventions collectives. Les travailleurs grecs ont été livrés à eux-mêmes dans les négociations avec les employeurs. Les droits du travail, dont la conquête avait pris plus d'un siècle, ont été balayés en quelques heures. Le résultat n'a pas été la croissance de l'emploi ou un marché du travail plus efficace. Le résultat a été un marché du travail où plus d'un tiers du travail salarié n'est pas déclaré, condamnant ainsi les fonds de pension et les recettes fiscales du gouvernement à la crise permanente. Notre gouvernement a soumis une proposition extrêmement raisonnable: porter l'affaire devant l'*Organisation internationale du travail* (OIT) afin qu'elle nous aide à rédiger un projet de loi moderne, flexible et favorable aux entreprises qui restaure la convention collective à la place qui lui revient de droit dans une société civilisée. Les institutions ont rejeté cette proposition, traitant notre proposition de «marche arrière sur les réformes».

La troisième raison qui a fait que nous n'avons pu nous entendre avec les institutions réside dans les mesures insupportables et socialement injustes sur lesquelles elles ont insisté. En Grèce par exemple, les retraites les plus basses s'élèvent à 300 euros, desquels plus de 100 euros sont constitués par ce que l'on appelle la «pension de solidarité» ou EKAS. Les institutions insistent pour que nous éradiquions l'EKAS tout en proposant que nous augmentions dans le même temps la TVA sur les médicaments (dont les retraités sont consommateurs) de 6% à 12% et l'électricité de 13% à 23%. Bref, aucun gouvernement ayant la moindre sensibilité envers le sort des plus démunis de ses citoyens ne peut tomber d'accord avec de telles propositions.

Je pourrais continuer longtemps en égrenant la litanie des demandes inacceptables de nos créanciers. Je ne vais pas le faire. Je suis sûr que vous avez compris l'essentiel.

En résumé, nous devons accepter des réformes adéquates et profondes et les intégrer dans un grand dispositif de mesures qui mette un terme définitif à la crise grecque. Outre ces profondes réformes, les deux éléments de ce large accord doivent être un mécanisme rendant la dette publique grecque supportable (sans amortissement draconien de la dette ni attribution de nouveaux fonds à l'Etat grec) et un ensemble d'investissements qui relance l'économie et influe sur l'investissement privé.

L'accélération excessive de la dette publique a déclenché la crise grecque. Seul un enraiement de cette dette mettra fin à la crise. Voici ce que nous proposons:

La Grèce acquiert du *Mécanisme européen de stabilisation financière* (MESF) des obligations nouvelles d'un montant de 27 milliards d'euros, ce qui lui permet de racheter à la *Banque centrale européenne* (BCE) les anciennes obligations achetées par celle-ci en 2010 (programme de rachat d'obligations d'Etat par la BCE ou SMP) et dont la parité est justement de 27 milliards. Nous les retirons alors immédiatement de la circulation. La créance de la BCE sera donc remboursée intégralement. Le déficit à court terme sera ainsi éliminé, ce qui permettra aux obligations grecques de participer au programme d'assouplissement quantitatif de la BCE et devrait faciliter notre retour sur les marchés monétaires tout en évitant de recourir davantage à l'émission d'emprunts du secteur public. Les titres du SMP remboursés, la BCE remettra à la Grèce, comme prévu, les près de 9 milliards d'euros de «bénéfice» dus à l'achat initial de ces titres au-dessous du pair. La Grèce utilisera ce montant pour rembourser une partie du solde de sa dette (19,96 milliards) envers le FMI. La partie restante, soit 11 milliards, sera refinancée grâce à notre nouvel accès au marché.

Ce swap suscite une objection évidente: sans que la Grèce ne reçoive de fonds frais, le MESF devra contracter un nouvel engagement et, par conséquent, il faudra adopter de nouvelles conditions. Une simple solution se présente promptement: les mêmes conditions, c'est-à-dire celles de l'ensemble des réformes que nous adopterons pour effectuer le programme en cours, peuvent être utilisées pour le nouvel accord avec le MESF. Un ensemble de conditions que nos Parlements approuveront servira de base au programme en cours et au nouvel accord. Ni la chancelière *Merkel* ni le Premier ministre *Tsipras* ne devront se présenter deux fois devant leurs Parlements. Un accord simple et efficace est donc en vue.

> «Ce n'est pas que les Allemands n'ont pas assez payé pour les Grecs. Ils ont beaucoup trop payé, pour les mauvaises raisons. Plutôt que d'aider les Grecs, l'argent a été versé dans un trou noir de dettes insoutenables tandis que partout le peuple souffrait. De la croissance nourrie par la dette nous sommes passés en boucle à l'austérité alimentée par la dette.»

La gestion de la dette est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour mettre un terme à la crise grecque. L'économie grecque doit prendre son élan. Alors que l'essor à long terme devra être financé par le secteur privé, le flux d'investissements nécessitera une impulsion initiale. Il faudra aussi un véhicule pour gérer efficacement les volumineux crédits en souffrance qui bloquent actuellement le système de crédits. Telles sont nos propositions à ce sujet:

Le Conseil européen donne le feu vert à la *Banque européenne d'investissement* (BEI) pour lancer *un programme particulier d'investissement en Grèce*, financé intégralement par une émission d'obligations de la BEI (renonciation au financement national conjoint), la BCE assurant la couverture des obligations sur le marché secondaire dans le cadre de son programme d'assouplissement quantitatif. Ce programme sera géré par la BEI et le *Fonds européen d'investissement* (FEI), en collaboration avec une nouvelle banque de développement de droit public et avec le *Fonds européen d'investissements stratégiques de la BEI* (FEIS), le Fonds hellénique d'investissement, la *Banque européenne de reconstruction et de développement* (BERD), la *Banque de crédit de reconstruction* (KfW) et d'autres institutions européennes d'investissement, ainsi que dans le cadre de nouvelles privatisations, telles celles des ports et des chemins-de-fer.

Le grand mérite de cette proposition est qu'elle ne coûtera rien aux créanciers. La BEI travaille selon des critères purement bancaires et devrait bénéficier de la croissance rapide de l'économie grecque, ainsi que de la hausse inévitable des prix des actifs. Même avant la première remise de fonds, la simple annonce de cette série de réformes, gestion de la dette et ensemble d'investissements de la BEI, générera des investissements substantiels et mettra fin inévitablement à la crise grecque.

La crise terminée, l'Europe devra consulter son miroir et se demander comment consolider son union monétaire de manière à éviter que la prochaine crise ne soit mortelle.

Visiblement, nous avons besoin d'une union politique. Mais de quelle sorte? N'oublions pas que l'Union soviétique était une union politique, même si nous ne souhaitons pas l'imiter. Non, l'objectif de l'Europe est une union politique démocratique, qui plaise à ses peuples.

Les Européens doivent se poser une importante question: sommes-nous partisans d'une union politique libérale qui tolère ceux qui – tel notre gouvernement – critiquent les politiques européennes actuelles, mais sont attachés à l'UE? ou voulons-nous une union politique qui n'admette aucun écart par rapport à la doctrine néolibérale et tente d'abattre, au détriment de la démocratie, les pro-européens perturbateurs du genre du gouvernement *Syriza.* Laissez-moi présager que, si l'Europe opte pour cette dernière solution, elle sera finalement dominée par des antieuropéens qui haïssent l'Europe et tout ce qu'elle incarne, et qui veulent la ramener au tribalisme nationaliste qui a causé tant de morts au cours des siècles.

Malheureusement, quelques leaders européens pensent que sacrifier la Grèce, telle une *Iphigénie* moderne, permettra de mettre le cap sur l'union politique grâce à une discipline que la crainte du «Grexit» aura mise dans les cœurs et dans les têtes. Je crains que ce ne soit une tentative de préserver un modèle dépassé en recourant, à un rythme croissant, à l'autoritarisme et à la récession. Il en résulterait une scission de l'Union ainsi que des frais économiques et humains considérables.

Permettez-moi d'évoquer une autre héroïne de la tragédie athénienne antique: *Antigone*. Elle symbolisait la mise en question de normes injustes; de règles qui violent les principes fondamentaux de bienséance et de justice. Bien sûr, elle n'était pas une anarchiste et croyait aux normes. Hélas, elle croyait que si quelqu'un était en présence de mauvaises règles, de règles contraires à la condition humaine, il était de son devoir de mettre ces normes en question et de les remplacer par d'autres règles, plus conformes aux objectifs humains.

A votre avis, qu'est-ce qui convient le mieux au projet européen? La stratégie d'*Agamemnon* résolu à sacrifier Iphigénie? Ou la tendance d'Antigone à établir de meilleures règles? L'idée de détacher la Grèce de la zone euro, afin de discipliner le reste de celle-ci ? Ou l'idée de rapprocher chacun des autres grâce à des politiques saines, sensibles et humanistes?

Le principal problème est que cette crise a sapé notre volonté politique de rapprocher, dans le respect de la souveraineté nationale, des économies asymétriques d'union monétaire. A juste titre, les citoyens tournent le dos à l'union monétaire. Ils commencent même à se rassembler, non pas autour de la souveraineté nationale, mais du chauvinisme et des stéréotypes.

La grande question devient donc: est-il possible de donner *davantage* de souveraineté aux peuples de notre union monétaire asymétrique tout en introduisant un mécanisme efficace, non-toxique, de recyclage des excédents?

Je pense que c'est possible. Mais les explications et les débats sur la manière d'y parvenir nécessiteraient une autre longue séance.

Le 6 septembre 1946, *James F. Byrnes,* ministre des Affaires étrangères, se rendit à Stuttgart pour y tenir son «*Discours de l'Espoir*». Il devait instaurer un changement de paradigme de l'Amérique envers l'Allemagne et donner à la Nation vaincue une chance de réinventer une façon de se relever, grandir et retourner à la norme.

Jusqu'à ce que le discours de J. Byrnes inondât de ses rayons d'optimisme l'Allemagne occupée, les Alliés s'accordèrent dans leur engagement de faire de l'Allemagne un pays principalement agricole et rural. Le discours de Byrnes signala au peuple allemand un revirement dans la voie punitive de désindustrialisation prévoyant la destruction de 706 installations industrielles.

L'Allemagne doit sa restauration d'après-guerre et sa prospérité à son peuple, à son dur labeur, à l'innovation et à l'engagement pour une Europe unie et démocratique. Sans le *Discours de l'Espoir* et sa signification, elle n'aurait pourtant pas été à même de maîtriser cette magnifique renaissance d'après-guerre.

Avant le discours de Byrnes et même pendant quelques temps après celui-ci, les alliés des Etats-Unis n'étaient pas très enthousiastes à l'idée de redonner de l'espoir aux Allemands vaincus. Cependant, une fois que Washington eut décidé de réhabiliter l'Allemagne, il n'y eut pas à y revenir et sa renaissance fut programmée, facilitée par le Plan Marshall, l'effacement des dettes sponsorisé par les Etats-Unis en 1953, mais également par l'immigration massive de travailleurs italiens, yougoslaves et grecs.

Sans ce changement fondamental, l'Europe n'aurait pas été en mesure de trouver le chemin de la paix et de la démocratie. Quelqu'un devait mettre de côté ses propres objections morales pour pouvoir jeter un regard lucide sur une Nation bloquée par une série de circonstances pouvant semer la discorde et la dispersion à travers le continent. C'est exactement ce que firent les Etats-Unis, seule Nation créancière émergeant de la guerre.

70 ans plus tard, une autre nation se trouve bloquée dans ce piège sans remède, faisant des vagues en Europe, et duquel elle ne peut se libérer sans une variante du *Discours de l'Espoir* de J. Byrnes. La Grèce! De nombreuses objections morales font obstacle lorsqu'il s'agit de donner une chance au peuple grec et de lui permettre de s'en sortir.

> «Soit bien dit, nos salaires ont baissé de 38%, pas de 17, pas de 18, pas de 28 mais bien de 38%. Certains diront: vous l'avez bien mérité. Vous avez vécu au-dessus de vos moyens, vous n'avez pas assez produit, vous étiez paresseux, avez fait de longues vacances et de longues pauses à midi. Peut-être, mais oublions cela. Je ne veux pas le contredire. J'insiste sur ce qui suit: 38% de baisse des salaires, une baisse substantielle des coûts de production, et malgré tout des exportations minimes. C'est du jamais vu, nulle part. C'est un échec crucial. Les gens se plaisent à dire que c'est parce que les Grecs n'ont pas fait de réformes et admettons que rien ne s'est passé. Même si ce n'est pas correct, laissons cela pour l'amour de l'argument. Le fait qu'on ait une telle baisse des coûts du travail sans la moindre augmentation des exportations signifie que quelque chose a vraiment cloché. Mais quoi? Disons les banques. En Grèce, nous avons des entreprises rentables orientées vers l'exportation avec des carnets de commandes pleins, mais elles ne reçoivent pas de crédits. Ainsi, elles ne peuvent pas acheter les matières premières nécessaires à la production des produits que les clients hors des frontières de la Grèce désirent. Lorsque ces entreprises s'adressent aux banques, elles s'entendent dire qu'un crédit est impossible vu l'envergure des créances douteuses. Et si elles vont à Francfort ou à Paris, vous savez ce qu'on leur dit? Transférez votre siège principal ici et on vous les donnera, ces crédits. Ce n'est pas ainsi qu'on peut mener une union monétaire.»
>
> *Prise de position du professeur Yanis Varoufakis lors du débat public après l'exposé à la fondation Hans Böckler, le 8 juin 2015. (A écouter sur http://livestream.com/dmake/zukunft/videos/89664402; traduction «Horizons et débats»)*

Suite page 5

«Tu ne tueras point – Mon rêve de paix»

Analyse de livre par Henriette Hanke Güttinger, historienne

Analyse de livre

Suite à la lecture de son reportage sur la dernière guerre de Gaza, je me suis intéressée à *Jürgen Todenhöfer*. Il décrit les conséquences des bombardements sur les enfants, les femmes et les hommes d'une manière qu'on ne rencontre que rarement dans les médias. Cela nous touche profondément et nous permet de comprendre ce que ces agressions signifient pour la vie de toute personne.

En mars, j'ai déniché une édition de poche de «Du sollst nicht töten – Mein Traum vom Frieden» (Tu ne tueras point – Mon rêve de paix) de Jürgen Todenhöfer. Chaque fois que cela m'était possible, j'en lisais des passages. Jürgen Todenhöfer se révèle être un homme dont la plus profonde conviction s'exprime dans ce titre si simple. Le lecteur saisira immédiatement l'évolution qui le mena à son engagement sans failles contre la guerre et pour la paix. Né en 1940, il a vécu les horreurs de la guerre: «Ce que je n'oublierai jamais, c'est la terre qui tremble, les torches humaines, ma ville natale qui se meurt tel un océan rougi par le sang. Voilà ce qu'est la guerre. Ce sont nous, les Allemands, qui l'avons commencée. Mais, fallait-il pour cette raison embraser des villes et tuer des enfants? […] Peut-être que je me suis douté alors, pour la première fois, que les guerres honorables n'existaient pas.» (p. 34)

Désormais, la question de la guerre et de la paix n'arrête pas de préoccuper Jürgen Todenhöfer. En 1960, il vit en tant qu'étudiant à Paris les vives disputes pour ou contre la politique coloniale de la France en Algérie et il s'y rend pour «voir ce qui se passe de ses propres yeux». (p. 35) Dans le train d'Alger à Constantine, il entend des légionnaires allemands et anglais se vanter des massacres de la population algérienne et des rebelles du FLN. Cela le trouble profondément: «‹Pourquoi, ce qui est un crime honteux dans le pays d'origine, est-il un exploit hors des frontières?› Cette question devint la plus importante de ma vie.» (p. 39)

Lorsqu'en 1973 le «London Times» informe sur un massacre commis par l'armée dans la colonie portugaise du Mozambique, l'ancien député au Bundestag, Jürgen Todenhöfer s'y rend pour enquêter sur place. De retour en Allemagne, il confirme la responsabilité de l'armée dans le massacre. Mais en même temps, il condamne les actes de violence du mouvement de libération FRELIMO contre la population civile. Selon Todenhöfer, celui qui combat pour une juste cause doit également respecter le droit humanitaire international. (p. 45 à 49)

Dans d'autres récits de voyage, Todenhöfer raconte l'histoire agitée de l'Afghanistan, depuis l'occupation par l'Union soviétique en 1979 jusqu'à nos jours, en l'inscrivant dans le contexte géopolitique des intérêts occidentaux. (p. 64 à 67) Il cherche toujours le contact avec les gens sur place. Ainsi, il donne au lecteur un aperçu émouvant de la vie, la manière de penser et de ressentir de la population afghane; il lui permet également d'imaginer son immense souffrance. Néanmoins, il n'en reste pas là. Le regard toujours tourné vers l'avenir, il contribue de manière constructive et continue à une amélioration de la situation comme le montrent les exemples suivants.

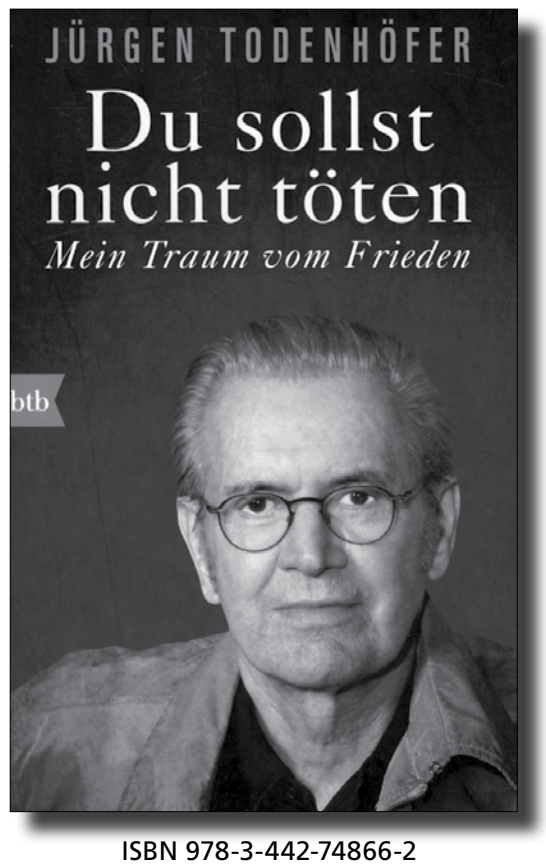
En 2008, Jürgen Todenhöfer lit à Kaboul dans un journal afghan que l'armée des Etats-Unis aurait tué 30 Talibans à Azizabad. Les images à la télévision afghane montrent une autre situation, voire des enfants et des personnes âgées tués. Le porte-parole de l'armée américaine maintenant sa version, Jürgen Todenhöfer commence lui-même à faire des recherches. Il apprend qu'au village d'Azizabad aurait dû avoir lieu une cérémonie commémorative à la mémoire du frère de *Gul Ahmad* tué, il y a quelques temps, par les troupes de la FIAS. La veille de ladite cérémonie, le village a été la cible «d'obus et de roquettes». «Puis sont venus les GI. Pendant des heures, ils ont empêché les survivants de porter secours aux blessés et de récupérer les morts sous les débris», dixit Gul Ahmad qui perd 75 membres de sa famille cette nuit-là. Le lendemain, Jürgen Todenhöfer parle au président Hamid Karzai qu'il connaît personnellement depuis 1989 et le prie de protester contre de tels massacres auprès des Etats-Unis. «Dès ce jour-là, M. Karzai dénonce avec encore plus d'intransigeance les attaques de l'OTAN contre la population civile afghane. Pourtant, à partir de ce moment-là, d'éminents dirigeants américains le considèrent de plus en plus comme problème.» (p. 71)

«Diabolisation de l'adversaire»

«La préparation d'une guerre va souvent de pair avec la diabolisation et la criminalisation de l'adversaire. […] Souvent on travaille de manière systématique pendant des années afin de diaboliser l'adversaire. Ceci avant tout lorsque «le crime capital» de l'ennemi consiste dans le fait qu'il ne se soumette pas aux objectifs stratégiques des Etats-Unis. […] Des groupes ethniques et des cultures entières en sont victimes. Jadis les juifs, à présent les musulmans. Bien qu'aucun pays musulman n'ait attaqué l'occident depuis 200 ans […].» (Du sollst nicht töten, p. 114)

En 2009, deux camions-citernes, que les Talibans avaient mis sous leur contrôle, s'enfoncent dans un gué du Kunduz. Des adultes et des enfants des villages voisins accourent. Dans le camp de l'armée allemande, le colonel *Klein*, «commandeur ‹de l'équipe de la reconstruction›» observe l'évènement sur écran. «Il informe faussement sur des ‹contacts avec l'ennemi› et exige des bombardiers des Etats-Unis. Les avions transmettent des prises de vues en temps réel dans le poste de commandement de Klein. Le colonel voit qu'il y a beaucoup de personnes entre les camions-citernes, parfois jusqu'à des centaines d'Afghans misérables – adultes et enfants. Il y a du carburant mais beaucoup ne peuvent plus se l'offrir depuis longtemps. Ils accourent d'une douzaine de villages avoisinants. Par cinq fois les équipages des avions américains proposent de chasser les gens par des vols à basse altitude.» Le colonel Klein refuse et exige le bombardement. Plus tard, il informe qu'on venait de tuer 54 rebelles, sans aucune victime civile. (p. 84) Lors d'un talk-show de la télévision allemande Todenhöfer documente cet évènement cruel avec des photos: «Dans cette émission j'ai montré les photos afin de montrer le vrai visage de la guerre. […] Le ‹dommage collatéral› est la vraie face de la guerre. Entretemps, le colonel Klein est passé au rang de général de brigade. Quel incroyable affront envers les victimes, les valeurs essentielles de notre pays et de l'armée allemande. […] Jusqu'à présent, aucun ministre n'a rendu visite aux familles des victimes de Kunduz. Aucun ministre ne s'est excusé auprès des proches des victimes. Quelle honte!» (p. 87) Todenhöfer ne s'arrête pas là. Il se croit responsable de contribuer à la réparation. Il fait construire des orphelinats à Kaboul. En 2012, «13 filles et 17 garçons» peuvent emménager dans le deuxième qui s'appelle «Maison de l'espoir». Ce sont des enfants «qui ont perdu leurs pères et leurs frères lors du raid aérien de Kunduz ordonné par le colonel Klein.» (p. 98) Pendant l'inauguration Todenhöfer raconte aux enfants que «beaucoup de gens en Allemagne sont tristes à cause du raid de Kunduz.» «Je m'excuse au nom de ces gens. […] Ensuite, je leur dis ce que j'attends d'eux: application et politesse envers les autres. Je les prie d'aider à construire un meilleur monde.» (p. 106)

Afin d'arranger des pourparlers de paix entre les partis belligérants, Todenhöfer a parlé au président Karsai et il est allé voir différents chefs des Talibans. (p. 76–82)



ISBN 978-3-442-74866-2

Cette attitude orientée vers l'avenir est un bienfait moral pour le lecteur et l'encourage à ne pas s'arrêter à la description de la misère, mais à passer à l'acte afin d'améliorer la situation.

Les récits détaillés des voyages de Todenhöfer dans les régions de guerre en Libye, en Syrie, en Egypte et en Iran donnent des aperçus importants des relations politiques et de la vie quotidienne. Todenhöfer décrit également ses tentatives de servir de médiateur entre les Etats-Unis et l'Iran. Ses entretiens avec le président syrien *Assad* pour une solution de paix possible, sont également présentés dans ce livre.

Bien que Todenhöfer présente les faits des régions en guerre sans fard et bien que ses récits de voyage décrivent entre autres la détresse de la population civile en Syrie et en Libye ravagées par la guerre, «Du sollst nicht töten» est un livre encourageant. Le refus de la guerre et de la violence, la conviction qu'il faut résoudre les conflits à la table des négociations encourage le lecteur et lui donne l'espoir qu'un monde pacifique est possible et que chacun peut y contribuer. Ceci correspond à la perspective optimiste qui clôture le livre: «Nous avons vaincu l'esclavage, l'exécution par le feu pour sorcellerie, le colonialisme, le racisme et l'apartheid. Si nous arrivons à bannir la guerre, l'humanité avancera d'un grand pas.» •

JürgenTodenhöfer. Du sollst nicht töten. Mein Traum vom Frieden. München 2015
ISBN 978-3-442-74866-2

«La Grèce, l'Allemagne et ...»
suite de la page 4

Une austérité imposante est demandée à une économie déjà à genoux parce qu'elle doit supporter les mesures les plus draconiennes qu'un pays ait eu à supporter en temps de paix. Aucune proposition de remise de dettes, aucun plan de relance aux investissements et en tout cas pas de *discours de l'espoir* pour ce peuple en situation d'échec.

Le gouvernement grec a présenté une série de propositions pour de profondes réformes, pour la gestion des dettes ainsi que pour un plan d'investissements permettant de relancer l'économie. La Grèce est vraiment prête et a la volonté de s'engager dans un contrat avec l'Europe visant à éradiquer les malignités qui l'ont conduite à être le premier domino tombé en 2010. Nous sommes prêts à assumer notre rôle en développant un programme de restructuration approprié et soutenable pour la zone européenne, de faire nos devoirs et de respecter les règles que nous érigeons avec nos amis allemands.

Cependant, pour que ces réformes puissent conduire la Grèce au succès, il manque un ingrédient: l'espoir!

Un *discours de l'espoir* pour la Grèce est ce dont nous avons besoin aujourd'hui.

Un *discours de l'espoir* serait en fait même un bénéfice pour nos créanciers car notre renaissance éliminerait la probabilité d'une défaillance.

Que doit-il inclure? Un *discours de l'espoir* n'a pas à être technique. Il devrait simplement signaler un changement de paradigme, une rupture avec les cinq dernières années pendant lesquelles de nouveaux prêts ont été ajoutés à une dette déjà insoutenable de pair avec des conditions punitives de plus en plus austères.

Qui ferait cela? A mon avis la chancelière allemande.

Où? A Athènes ou à Thessalonique ou dans une autre ville grecque de son choix.

Elle devrait saisir l'opportunité pour faire allusion à une nouvelle approche de l'intégration européenne qui commence dans le pays qui a le plus souffert, victime de la structure monétaire erronée de l'Europe et des erreurs de sa propre société.

Note pratique: laissez-moi vous informer, Mesdames et Messieurs, que nous avons parmi nous un grand ami et collègue, *James Kenneth Galbraith,* le fils du véritable auteur du *Discours de l'Espoir* de Byrnes, *John Kenneth Galbraith.* S'il le fallait, je suis sûr qu'il pourrait aider à élaborer un discours qui pourrait changer l'Europe, tout comme l'a fait le discours de Byrnes en 1946.

Permettez-moi de terminer sur une note très personnelle.

Un des souvenirs les plus marquants de ma petite enfance est le grésillement émis lors de la radiodiffusion de la *Deutsche Welle.* C'était pendant les années sans espoir sous notre dictature de 1967 à 1974, durant lesquelles la *Deutsche Welle* était le plus précieux allié contre l'écrasant pouvoir de l'oppression étatique.

Ensemble maman et papa se serraient contre cette alliée sans prix, parfois recouverts d'une couverture pour être certains que des voisins curieux ne puissent les dénoncer à la police secrète. Nuit après nuit, ces émissions radio «interdites» apportaient un halo d'air frais depuis un pays, l'Allemagne, qui se tenait fermement aux côtés des démocrates grecs. Bien que j'étais trop jeune pour comprendre ce que la radio disait à mes parents écoutant avec ferveur, ma représentation enfantine identifiait l'Allemagne comme une source d'espoir.

C'est de cela qu'il s'agit. Dans cette optique, je termine par un hommage à mes amis allemands, qui gardent présents les grésillements de transmission de la *Deutsche Welle,* pertinents et toujours source d'inspiration. •

Source: *http://yanisvaroufakis.eu/2015/06/09/greeces-future-in-the-eurozone-keynote-at-the-hans-bockler-stiftung-berlin-8th-june- 2015/#more-8001*

(Traduction *Horizons et débats)*

Yanis Varoufakis

Yanis Varoufakis (né en 1961) étudia les mathématiques économiques à l'Université d'Essex et les statistiques mathématiques à l'Université de Birmingham. En 1987, promotion en économie en Essex, de 1986 à 1988 professeur et enseignant à l'Université de Cambridge, chargé de cours aux Universités de East Anglia de Norwich/UK (1986–88) et de Glasgow (1995–96).

De 1988 à 2002 professeur et enseignant à l'Université de Sydney. En 2000, il est nominé Professeur en économie à l'Université d'Athènes. Dès 2013, il est Professeur associé à la Lyndon B. Johnson Graduate School of Public Affairs à l'Université du Texas à Austin aux Etats-Unis.

En 2004, il est nominé par *Giorgos Andrea Papandreou,* président du PASOK, au poste de conseiller économique du parti. En décembre 2006, Yanis Varoufakis s'est distancé néanmoins de Papandreou, parce qu'il ne voulait pas soutenir la politique économique du PASOK. En 2015, il est élu pour Syriza au Parlement grec et le 27 janvier 2015 nominé par Alexis Tsipras en tant que ministre des Finances.

L'importance de la démocratie directe pour la garantie de la paix sociale

Comment protéger la démocratie directe en périodes difficiles? (partie 3)

par Werner Wüthrich, docteur ès sciences politiques

Dans la partie 2 de cette série d'articles, le lecteur a fait connaissance de l'ordre économique de la Suisse contenu dans la Constitution fédérale de 1874. Sur le fond, il est aujourd'hui encore formé par trois piliers: 1. la liberté du commerce et de l'industrie (aujourd'hui liberté économique) en tant que liberté individuelle du citoyen; 2. le principe de la liberté du commerce et de l'industrie en tant qu'idée directrice pour l'organisation de l'ordre économique et 3. la démocratie directe – donc la participation du peuple pour placer les pierres angulaires du cadre régulateur et pour poser les jalons pour l'avenir. L'entre-deux-guerres avec la grande crise économique des années 1930 et la période de la Seconde Guerre mondiale furent des époques spéciales car en ce temps-là, on débâtit sur les bases de l'ordre économique. On signa un accord de paix dans l'industrie métallurgique et on soumit au peuple au total dix initiatives populaires: cinq d'entre elles sur le maintien de la démocratie directe – notamment dans le domaine de l'économie. Les cinq autres soulevaient des questions fondamentales de l'économie. Les idées d'Adam Smith ont-elles encore cours en ces temps difficiles? John Maynard Keynes est-il la nouvelle figure de proue qui nous montre la voie vers l'avenir? Est-ce Karl Marx ou le Pape qui ont les meilleures idées pour résoudre la crise économique grave? Peut-on mettre en pratique le «droit au travail», en tant que droit de l'homme, dans un ordre économique libéral? Et si oui, comment? De telles questions ont été discutées et débattues avec véhémence – et finalement décidées dans les urnes.

En guise d'introduction, voici quelques réflexions sur le maintien de la démocratie directe en périodes difficiles. Les autres thèmes suivront dans le prochain article.

La démocratie directe est-elle possible dans le domaine de l'économie?

Après la Première Guerre mondiale, les doutes ou même les attaques contre la démocratie directe ne vinrent pas des extrémistes, comme on aurait pu le penser, mais du Conseil fédéral et du Parlement. Nombreux étaient les parlementaires fédéraux qui soulevèrent la question suivante: le peuple est-il vraiment capable, également en périodes difficiles, de débattre et de décider de questions économiques exigeantes et souvent compliquées?

La situation de départ constitutionnelle de ce litige qui durera 30 ans était la suivante:

L'article 89 de la Constitution fédérale de 1874 réglait le référendum facultatif de la façon suivante:

> *«Les lois fédérales sont soumises à l'adoption et au rejet populaire si la demande en est faite par 30 000 citoyens actifs ou par huit cantons. Il en est de même des arrêtés fédéraux qui sont d'une portée générale et qui n'ont pas un caractère d'urgence.»*

Pendant longtemps on n'a pas pris en compte ce détail très important des *arrêtés fédéraux urgents* dans la Constitution car jusqu'à la Première Guerre mondiale, il n'a pratiquement jamais été utilisé. Après la guerre, cela a changé.

Le Conseil fédéral et le Parlement déclarèrent de plus en plus souvent des projets économiques comme urgents et les ont ainsi soustraits au référendum et à la décision populaire. Le problème était que le terme «urgent» n'était nulle part défini en détail. Les projets de loi déclarés comme urgents étaient en règle générale limités à deux ou trois ans. Ce délai fut cependant souvent renouvelé, de façon qu'une telle loi ou ordonnance resta en vigueur pendant de longues années – sans votation populaire. Cela était contraire au principe fondamental de la démocratie directe. Dans son ouvrage de 2004 intitulé «Die neuere Schweizerische Verfassungsgeschichte», le professeur de droit pénal *Alfred Kölz* a commenté ce fait: «On a introduit une jurisprudence qui est restée en vigueur sans légitimation complète pendant des années.» Il a compté pour les années 1920 et 1930 151 projets de loi déclarés urgent par le Parlement, et qui – ce qui est spécialement frappant – étaient exclusivement d'ordre économique. Uniquement au cours des années 1929–1933, il y en eut 92. La «petite porte» qui permettait au Parlement d'appliquer un projet de loi sans votation populaire était devenue un «immense portail». Et Alfred Kölz de commenter: «Ainsi une partie considérable des arrêtés fédéraux de droit économique était anticonstitutionnelle de trois manières: on les soustrayait au référendum, ils étaient en opposition au principe de la liberté de commerce et de l'industrie et étaient contraire à l'ordre des compétences fédéralistes.» (p. 768) La raison principale de cette pratique anticonstitutionnelle se trouvait – selon Kölz – dans le fait qu'on ne voulait pas exposer les mesures économiques au «caractère aléatoire d'une décision populaire». A l'époque, cela fut clairement exprimé lors d'un débat au Conseil national. (Protocole du Conseil national 1933, p. 217) Selon Kölz, on devrait parler du point de vue des droits populaires d'un «effondrement partiel du système politique».

Quelques exemples: pour protéger le commerce de détail, on interdit en 1934 l'ouverture de nouveaux Grands magasins. Cette mesure était incontestablement dirigée contre *Gottlieb Duttweiler* qui avait commencé à développer les magasins *Migros.* Cette personnalité marquante dans les domaines de l'économie et de la politique aurait certainement eu recours au référendum contre cette mesure mais il en fut empêché car elle avait été classée urgente par le Parlement. La même manœuvre permit de limiter l'importation de marchandises, d' augmenter les droits de douanes, de fonder la *Caisse fédérale des prêts* («*Eidgenössische Darlehenskasse»),* de surveiller les prix, de subventionner des entreprises privées de chemins de fer et de navigation ainsi que l'industrie horlogère et de broderie et bien d'autres choses. Les décisions étaient bien limitées dans le temps mais elles furent en partie régulièrement renouvelées. Gottlieb Duttweiler ne se laissa pas décourager par les interdictions officielles et circula avec les camions de vente *Migros* de commune en commune et dans les quartiers des villes.

Le Conseil fédéral justifia au Conseil des Etats en 1937 sa position de la façon suivante: «La crise économique d'une ampleur jusqu'alors inconnue a ébranlé les bases d'existence de larges pans de la population et a miné les fondements de notre économie, un grand danger menace notre pays. En ces périodes difficiles, il faut prendre des mesures extraordinaires pour préserver notre Etat et qu'elles soient rapides et efficaces sans tenir compte de toutes les voies constitutionnelles normales.» (cité in Kölz 2004, p. 827) Cela paraît évident. Pour sauvegarder l'Etat de droit et pour protéger les droits populaires, on aurait cependant dû introduire dans la Constitution un article de droit d'urgence avec une procédure clairement réglée.

Alarme dans la population – de nombreuses initiatives populaires

Lorsque la pratique du droit d'urgence du Conseil fédéral et du Parlement prit une ampleur de plus en plus flagrante, la population s'alarma. De nombreuses initiatives populaires furent déposées. On voulait stopper la politique de passer outre la population et mettre le holà à la tentative d'introduire par la petite porte la démocratie représentative. Les auteurs étaient soutenus par une partie des professeurs de droit public – notamment par le Zurichois *Zaccaria Giacometti.* La liste des cinq initiatives populaires qui poursuivaient toutes cet objectif est si impressionnante, que je la présente ci-dessous. Les nombreux citoyens récoltant ces signatures ne voulaient pas abolir le droit d'urgence mais le concevoir de manière à ce que les droits populaires et l'Etat de droit soit maintenus.

1. 1934: Un comité bourgeois déposa avec succès l'initiative populaire «Pour la sauvegarde des droits du peuple en matière fiscale». Le Conseil fédéral l'a placée au fond d'un tiroir pour la ressortir en 1953 (!), lorsqu'elle n'était plus d'actualité.
2. 1936: Un comité autour du fondateur de la *Migros* Gottlieb Duttweiler lança l'initiative populaire «Pour la sauvegarde des droits constitutionnels des citoyens». L'initiative fut rejetée par le peuple le 22 janvier 1939.
3. 1936: Le parti communiste suisse récolta des signatures pour l'initiative «Contre la clause d'urgence et pour la sauvegarde des droits démocratiques populaires». Elle fut clairement rejetée par le peuple le 20 février 1938 – avant tout parce qu'il y avait dans le texte certains passages de couleur marxiste. On y parlait par exemple de «l'intérêt du peuple travailleur».
4. 1938: L'*Alliance des Indépendants* – également avec Gottlieb Duttweiler, déposa l'initiative populaire «concernant la réglementation constitutionnelle du droit d'urgence». L'initiative fut retirée beaucoup plus tard.
5. 1938: Divers groupes proches des milieux socialistes et syndicaux récoltèrent pour l'initiative «Atteintes aux droits démocratiques (clause d'urgence)» presque 300 000 signatures (six fois le nombre nécessaire en moins de 6 mois). Elle demandait une majorité qualifiée (deux tiers des votants) dans les deux Chambres parlementaires pour les arrêtés fédéraux de portée générale déclarés urgents et qu'une telle décision ne devait pas rester en vigueur plus de trois ans. Cette initiative a incité le Conseil fédéral et le Parlement d'élaborer un contre-projet pour répondre jusqu'à un certain point à la requête justifiée des initiants. Ce contre-projet abaissa cependant les obstacles pour les décisions de droit d'urgence comparé à l'initiative. Le 22 janvier 1939, le peuple vota uniquement sur le contre-projet et l'accepta. L'initiative populaire elle-même n'a pas été soumise à votation ce jour-là ce qui, dans les temps incertains avant la Seconde Guerre mondiale, ne peut guère être reproché aux autorités fédérales. Les auteurs l'ont retirée après la guerre.

Conclusion: trois des cinq initiatives populaires qui voulaient réformer le droit d'urgence ne furent pas soumises au peuple parce que le Conseil fédéral les a renvoyées aux calandres grecques ou parce que la Seconde guerre mondiale éclata. La dernière initiative fut retirée en 1953. Deux initiatives ont été rejetées. Uniquement un contre-projet inoffensif du Parlement fut accepté. Cela montra que ce n'était pas si facile de trouver une base juridique convaincante pour la question du droit d'urgence.

Est-ce l'affaire des juges de décider de ce conflit constitutionnel?

Dans ce contexte, il ne faut pas omettre une autre initiative populaire. Un comité fort de plusieurs professeurs de droit public – dont Zaccaria Giacometti et *Fritz Fleiner* – proposa de créer un tribunal constitutionnel pour régler de tels conflits. Il incomberait à un collège de juges de se prononcer sur ce qui était urgent et ce qui ne l'était pas. Ce comité récolta également des signatures et déposa une initiative populaire qui fut soumise au vote du peuple le 22 janvier 1939. Les adversaires argumentèrent qu'ils ne voulaient pas d'un Etat de juges et qu'on pouvait observer dans l'Allemagne de *Hitler* à quel point les juges s'orientaient rapidement selon l'air du temps. Ils déclarèrent que le peuple était le seul garant de la Constitution et des droits fondamentaux et que ce devoir faisait partie du droit à l'auto-détermination et de la souveraineté du peuple, valeurs à n'abandonner en aucun cas. Dans les urnes, les votants s'opposèrent avec 71% des voix à l'institution d'un tribunal constitutionnel. Tous les cantons en firent de même.

Affiche de votation de 1974. (photo mad)

Régime des pleins pouvoirs pendant la Seconde Guerre mondiale

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la situation continua à s'aggraver. Le 30 août 1939, le Parlement avalisa à l'unanimité les «pouvoirs extraordinaires du Conseil fédéral» («Arrêté fédéral sur les mesures propres à assurer la sécurité du pays et le maintien de la neutralité»), donna au gouvernement de vastes compétences pour prendre les mesures nécessaires face à la guerre et de les mettre aussitôt en vigueur. A cette époque, le Conseil fédéral et le Parlement décidèrent d'environ 600 arrêtés de pleins pouvoirs – sans possibilité de référendums. Notamment Zaccaria Giacometti observa cette pratique d'un œil critique. Alors que pendant la Première Guerre mondiale, le peuple put s'exprimer dans les urnes sur l'introduction d'un «impôt de guerre» (taxation des revenus et des fortunes) qu'il accepta avec plus de 90% des voix, le Parlement introduisit pendant la Seconde Guerre mondiale les impôts pour la défense nationale (IDN) et sur le chiffre d'affaires (ICHA) (actuellement: «impôt fédéral direct» et «taxe sur la valeur ajoutée» TVA) sans demander l'avis du peuple. Il resta pourtant au peuple le moyen ultime de l'initiative constitutionnelle. Malgré leur régime des pleins pouvoirs, les autorités fédérales n'osèrent pas ignorer les initiatives populaires. C'est pourquoi on continua à récolter des signatures et à organiser des votations populaires pendant la guerre. Début 1943 par exemple, au moment où une des batailles les plus cruelles de l'histoire mondiale eut lieu à Stalingrad, on récolta des signatures pour deux initiatives populaires concernant le «droit au travail». Les soldats en service actif participèrent à la récolte des signatures, ce qui permit le dépôt des deux initiatives avec un nombre impressionnant de signatures et les votations populaires correspondantes eurent lieu à la fin de la guerre.

Somme toute, la majorité de la population suisse accepta la limitation des droits populaires pendant la guerre comme étant indispensable.

Retour à la démocratie directe

Le débat au sujet du droit d'urgence (ou droit de nécessité) et le maintien des droits populaires ressurgit aussitôt après la fin de la guerre car le Conseil fédéral et le Parlement se montrèrent récalcitrants à abandonner le droit d'urgence. Le 6 décembre 1945, l'Assemblée fédérale accepta «l'arrêté fédéral restreignant les pouvoirs extraordinaires du Conseil fédéral» qui limita les mesures urgentes prises par le Conseil fédéral aux situations exceptionnelles «ne pou-

«Les droits de l'homme, donc les libertés individuelles, doivent protéger la liberté et la dignité des êtres humains face au pouvoir de l'Etat, permettre l'épanouissement de la personnalité et former ainsi un rempart juridique contre l'actualisation de la toute-puissance étatique. […] Oui, la Suisse représente le cas unique de démocratie, où le peuple en tant que législateur est lui-même gardien des droits de l'homme, et elle apporte ainsi de la plus belle manière la preuve vivante de la possibilité d'existence d'un véritable Etat libre et démocratique.»

Extrait du discours officiel «La démocratie, gardienne des droits de l'homme» présenté par le recteur Zaccaria Giacometti lors de la commémoration du 121e anniversaire de l'Université de Zurich en 1954

vant, à cause de leur urgence, se prendre par la voie de la législation réglementaire». (Kölz 2004, p. 780). La notion de «situation exceptionnelle» suscita la méfiance du public. Les radicaux et libéraux vaudois (*Ligue vaudoise*) lancèrent quelques semaines plus tard l'initiative populaire «Retour à la démocratie directe» qu'ils déposèrent à Berne le 23 juillet 1946. Leur texte portait la griffe du professeur Zaccaria Giacometti qui était membre du comité d'initiative. Le texte de cette initiative fut repris dans sa version intégrale lors de la révision totale de la Constitution fédérale de 1999:

«Art.165 Législation d'urgence

1 Une loi fédérale dont l'entrée en vigueur ne souffre aucun retard peut être déclarée urgente et entrer immédiatement en vigueur par une décision prise à la majorité des membres de chacun des conseils. Sa validité doit être limitée dans le temps.

2 Lorsque le référendum est demandé contre une loi fédérale déclarée urgente, cette dernière cesse de produire effet un an après son adoption par l'Assemblée fédérale si elle n'a pas été acceptée par le peuple dans ce délai.

3 Lorsqu'une loi fédérale déclarée urgente est dépourvue de base constitutionnelle, elle cesse de produire effet un an après son adoption par l'Assemblée fédérale si elle n'a pas été acceptée dans ce délai par le peuple et les cantons. Sa validité doit être limitée dans le temps.

4 Une loi fédérale déclarée urgente qui n'a pas été acceptée en votation ne peut pas être renouvelée.»

L'initiative ne trouva pas de soutien dans la «Berne fédérale». Le Conseil national la refusa clairement par 84 voix contre 43 sans élaborer de contre-projet. Le Conseil des Etats la rejeta, de manière encore plus prononcée, par 19 voix contre 1. Les quatre partis représentés au gouvernement s'opposèrent également à cette initiative populaire. Lors de la votation populaire du 11 septembre 1949, la Suisse se retrouva dans une situation n'étant pas totalement inhabituelle: bien que toute

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

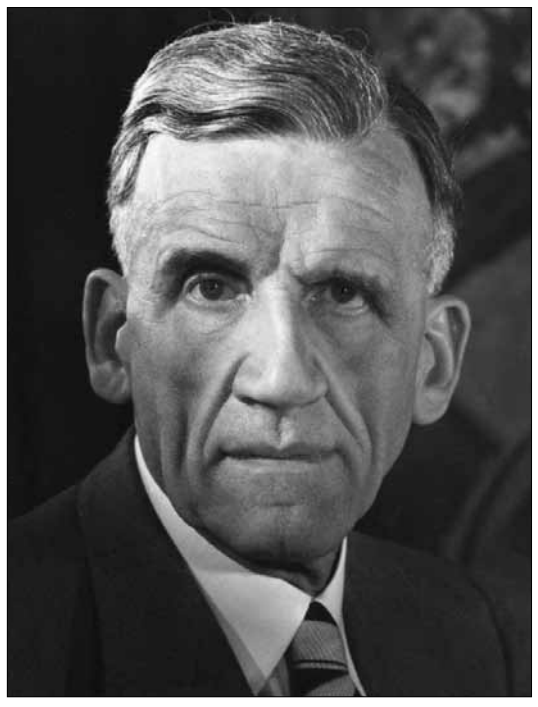
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2015 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».



Zaccaria Giacometti (1893–1970) (photo Université de Zurich)

la classe politique, c'est-à-dire les grands partis, le Parlement et le gouvernement s'y soient opposés, le peuple et les cantons acceptèrent l'initiative et mirent ainsi, après plus de 20 ans, un terme à un débat harassant sur la protection de la démocratie directe dans les temps difficiles. Cette initiative populaire ancra le droit d'urgence dans la Constitution, valable aujourd'hui encore. Cette initiative fut un évènement clé dans l'histoire de la démocratie directe.

Zaccaria Giacometti – hommage à une grande personnalité

Dans ce contexte, il faut rendre hommage au rôle primordial qu'a joué *Zaccaria Giacometti* (1893–1970). Le professeur zurichois de droit public, issu de la fameuse famille d'artistes du val Bregaglia, a fortement marqué le débat dès les années 1920. Giacometti se voyait comme gardien de la liberté et de la démocratie, se réclamant toujours, dans ses ouvrages, du caractère spécifique suisse. Il mit en avant que le raisonnement du Conseil fédéral (préconisant que les circonstances fondaient le droit de nécessité) se trouvait en contradiction avec les principes étatiques fondamentaux de la Suisse. Dans ce contexte, il parla de la décomposition de l'Etat libéral, fédéraliste et démocratique.

Pendant plus de 20 ans, Giacometti a défendu courageusement et à haute voix la démocratie directe, revendiquant un article constitutionnel sur le droit de nécessité intégrant les droits populaires, plutôt que de les neutraliser. Si la raison d'Etat majeure impose le droit d'urgence, dit-il, alors il faut que la procédure soit réglementée. Il s'insurgea avec véhémence contre la «pratique chaotique, sans respect des principes» qui mène à l'«absolutisme parlementaire», voire à la «dictature parlementaire». Il répéta à chaque occasion ses avertissements quant à «l'abus» du droit d'urgence. Giacometti voyait la raison dans le fait que les autorités fédérales se méfiaient en réalité du peuple et ne voulaient donc pas exposer leurs lois au danger d'un référendum. Il insista sur le fait que le référendum avait entièrement sa place dans le bon fonctionnement de notre Etat et qu'il n'avait nullement empêché les adaptations nécessaires. En outre, le référendum s'était avéré être «une protection des cantons contre une forte centralisation» et représentait «le ciment pour l'unité nationale». Il jugeait «douteux que la pratique du droit d'urgence puisse se justifier devant le forum de l'histoire». En abandonnant «la liberté politique, individuelle et coopérative, la Suisse perdrait son sens primaire: la Confédération perdrait sa raison d'être et donc, avec le temps sa capacité de survie.»

De tels propos particulièrement clairs et prononcés à une époque où la démocratie n'était guère estimée, doivent, actuellement aussi, nous rendre songeurs. Dans les années 50, Giacometti fut nommé recteur de l'Université de Zurich.

(cf. les données bibliographiques suivantes: Giacometti Zaccaria, *Staatsrecht der Kantone,* Zurich 1940, p. 552s, p. 769, p. 776. Alfred Kölz, *Neuere Schweizerische Verfassungsgeschichte* p.768sq. Andreas Kley, *Von Stampa nach Zürich – Der Staatsrechtler Zaccaria Giacometti, sein Leben und Werk und seine Bergeller Künstlerfamilie.)*

Culture démocratique vivante

Il faut ajouter encore ceci: Giacometti put exprimer sa critique massive à l'encontre de la politique du Conseil fédéral et du Parlement sans être importuné. Le droit d'urgence ne limitait ni la liberté d'expression individuelle ni la liberté de la presse – ce qui n'était pas du tout évident à cette époque. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il y eut bien des tentatives de limiter la liberté de la presse afin de – selon le Conseil fédéral – ne pas provoquer les dirigeants de Berlin. Mais en général les libertés d'expression et de presse furent garanties également en ce temps-là.

La réglementation du droit d'urgence, basée sur les principes de l'Etat de droit et résultat de l'initiative populaire de 1949, fut un grand pas en avant dans l'histoire de la démocratie directe. Cet exploit n'aurait pas été possible sans que les citoyennes et citoyens expriment toujours à nouveau l'importance que les droits populaires avaient pour eux. Le nombre de signatures récoltées pour la plupart des initiatives déposées dans les années 30 en est la meilleure preuve: souvent leur nombre était plusieurs fois supérieur au nombre exigé par la Constitution. Quand il s'agissait de sauver la démocratie directe, la population toute entière participait à la récolte de signatures – même les communistes orientés sur Moscou et les frontistes orientés sur l'Allemagne. Même une votation perdue était vite oubliée; rapidement les citoyens intéressés commencèrent à préparer leur prochain projet pour changer le monde. – Ce but commun s'avéra être un lien entre les divers groupes populaires, en unissant leurs forces. La «récolte de signatures» a une dimension émotionnelle: on est actif, on entre en contact avec ses concitoyens et on tente de les convaincre pour une bonne cause. La politique devient ainsi une chose vivante, à laquelle les gens peuvent participer activement et dont ils sont co-responsables. C'est la raison pour laquelle l'idéologie hitlérienne de «führer», chargeant une personne ou instance supérieure de 100% de la responsabilité, n'a jamais eu de chance en Suisse.

Quiconque s'intéresse au débat sur la démocratie directe des années 1930, pense inévitablement à la discussion actuelle. Alors qu'à l'époque les autorités mentionnaient constamment les circonstances difficiles pour pouvoir décider sans le peuple ou en le contournant, il y a aujourd'hui d'autres arguments tels les «droits de l'homme», le «droit international», les accords avec l'UE etc. Il faut aujourd'hui aussi un grand nombre de citoyens œuvrant avec passion en faveur de la démocratie directe, à l'instar de ce que Zaccaria Giacometti a accompli pendant des décennies de manière exemplaire.

Test pour la nouvelle procédure dans la haute conjoncture

La nouvelle réglementation du droit d'urgence fut bientôt testée dans la pratique et Zaccaria Giacometti put observer de quelle manière le Conseil fédéral et le Parlement traitèrent des nombreux projets juridiques d'urgence selon la nouvelle procédure. De nombreuses personnes s'attendaient en 1949 à un développement économique semblable à celui d'après la Première Guerre mondiale – avec inflation et une reprise hésitante. Mais il en fut autrement. Un redressement économique jamais vu arriva et les autorités étaient bientôt occupées avec les excès d'une économie ultra-dynamique. Dans les années 1960, on enregistra dans tout le pays par moments moins de 100 personnes au chômage. Ceux qui perdaient leur emploi en trouvèrent un nouveau le plus souvent quelques heures après et pouvaient choisir entre au moins dix offres. Des heures supplémentaires devinrent un état permanent accablant la vie des familles. Les économistes parlaient de surchauffe conjoncturelle et de suractivité. On fit appel à des centaines de milliers de main-d'œuvres étrangers pour faire tourner le moteur économique – d'abord de l'Autriche, puis de l'Italie et plus tard des autres pays méridionaux. La pénurie de logement connut par moments des dimensions dramatiques. Toutes les infrastructures tels les routes, les canalisations, les écoles, les transports publics etc. ne suffirent plus du tout aux exigences élevées de la société et à la croissance de l'économie. On dut construire notamment de nouvelles écoles et des stations d'épuration des eaux, moderniser les transports publics, construire des autoroutes. Les autorités étaient fortement sous pression. La pollution de l'eau, par exemple, était devenue telle que l'on ne pouvait plus se baigner dans le lac de Zurich ou dans le lac de Lugano. Suite à l'augmentation de la demande à l'intérieur du pays et à l'étranger, les prix augmentèrent massivement, si bien que l'inflation prit des dimensions menaçantes et augmenta, à la fin des années 1960, de 12% par an. Des fonds en fuite et des fonds spéculatifs venant de l'étranger aggravèrent encore la situation.

Comme dans les années trente, les autorités recoururent à nouveau au droit d'urgence. Mais cette fois, cela se passa différemment: il y eut dix initiatives populaires. Cette fois, ce n'était pas le chômage qui devait être combattu, mais il s'agissait de freiner le «moteur économique» surchauffé et de freiner la conjoncture. Le Conseil fédéral et le Parlement promulguèrent dix arrêtés fédéraux urgents, dont la majorité n'étaient pas couverts par la Constitution, ce qui mena, à chaque fois, très rapidement à une votation populaire:

- Le 13 mars 1964, l'Assemblée fédérale promulgua deux arrêtés fédéraux urgents sur la lutte contre la hausse des prix par des mesures dans les domaines du marché monétaire et des capitaux ainsi que celui du crédit et de la construction. Ces deux arrêtés étaient limités à deux ans et furent acceptés par le peuple et les cantons le 28 février 1965.
- En 1964, on vota sur un amendement constitutionnel qui devait permettre de continuer le contrôle de prix pour une certaine durée.
- En 1971, l'Assemblée fédérale adopta deux arrêtés fédéraux urgents – l'un pour stabiliser le marché de la construction et l'autre pour protéger la monnaie (qui permit l'introduction des intérêts négatifs pour les fonds de spéculation étrangers). Leur durée étaient limitée à trois ans et fut acceptée le 4 juin 1972 par le peuple et les cantons.
- Le 20 décembre 1972, l'Assemblée fédérale adopta quatre arrêtés fédéraux urgents (qui n'étaient pas couverts par la Constitution) sur la politique monétaire et de crédit, sur la surveillance des prix, sur les salaires et les bénéfices et sur le contrôle des prix. Ces quatre arrêtés étaient limités à trois ans et furent également acceptés par le peuple et les cantons le 2 décembre 1973.
- Le 19 décembre 1975, le Parlement adopta deux arrêtés fédéraux urgents (qui n'étaient pas couverts par la Constitution), à nouveau sur la politique monétaire et de crédit et sur le contrôle des prix. Ils furent acceptés le 5 décembre 1976 par le peuple et les cantons.

Années dorées – les Suisses satisfaits

La démocratie directe fonctionnait de manière exemplaire. Personne ne se plaignait. Le peuple fut appelé 10 fois aux urnes et accepta à chaque fois les mesures proposées par le Conseil fédéral et le Parlement. La participation au vote baissa dans certaines votations à moins de 30% – très loin des 85% que mobilisa le vote sur l'initiative de crises en 1935. La grande majorité des Suissesses et Suisses et des immigrés étaient contents. Les salaires étaient bons. Les heures supplémentaires continuelles pesaient certes sur la vie de famille. Les nouveautés dans les ménages tels le réfrigérateur, le lave-linge, pour beaucoup la première voiture, le téléviseur, les logements plus grands et ainsi de suite rendaient la vie plus simple et plus agréable. Davantage de vacances et le passage à la semaine de cinq jours transformèrent la vie disons au niveau d'aujourd'hui. Nous, la génération d'après-guerre, connaissions le phénomène du chômage uniquement par les récits de nos parents et grands-parents. Nous avions le privilège de grandir dans un monde totalement différent.

Dans le cadre de cette série d'articles, nous prenons congé des années dorées de l'après-guerre et nous allons retourner à l'année 1937, lorsque l'accord de paix entre les syndicats et les organisations patronales de l'industrie métallurgiques fut conclu. Cet accord et les nombreuses votations populaires dans ce contexte de la crise économique ont aidé à renforcer la paix sociale – jusqu'à aujourd'hui. A suivre. •

Une classe moyenne en bonne santé est le garant de notre Etat démocratique

par Thomas Kaiser

Mardi 16 juin, l'assemblée générale de SWISS LABEL a eu lieu à Berne. Le président de SWISS LABEL, le conseiller national *Ruedi Lustenberger* a tenu un discours inaugural particulièrement important du point de vue politique. Il s'est opposé de manière claire et bien fondée aux aspirations de ceux qui abusent de l'année jubilaire 2015 pour démanteler les expériences historiques de la Suisse sur lesquelles repose notre système politique unique et dans le pire des cas en faussant complètement les conséquences historiques. Dans son discours, Ruedi Lustenberger a remis dans ce monde les pendules à l'heure. Il a rendu hommage aux personnalités qui ont joué un rôle important dans l'histoire de la Suisse et dans le développement de notre système politique, celuici étant le fondement de la Suisse moderne. Il a également porté un regard critique sur la mondialisation souvent considérée comme acquis des temps modernes. Des «principes élémentaires en vigueur depuis des générations ont bénéficié de trop peu d'attention.» Ceci fait en particulier référence au secteur financier qui est en grande partie responsable de la crise ayant éclaté en 2008. Il a notamment critiqué la politique budgétaire qui dépense bien plus qu'elle n'encaisse. Ainsi, de nombreux Etats sont confrontés à des difficultés financières dont les conséquences ne sont pas encore surmontées. Sur le fond de la situation actuelle dans la zone euro et surtout en Grèce, les paroles de M. Lustenberger sont d'actualité politique. Il est donc d'autant plus important de renforcer notre économie et d'éviter les erreurs commises au cours de ces dernières années.

Ruedi Lustenberger a remercié les entreprises suisses «par un salut amical et confédéral» du Palais fédéral et a envoyé un «grand merci pour leur engagement en faveur de notre pays, notre société et évidemment notre économie nationale.» Propriétaire d'une entreprise artisanale, il sait très bien à quelles exigences un entrepreneur se voit confronté aujourd'hui. «Actuellement, où l'environnement économique devient de plus en plus difficile, des entreprises qui se réfèrent à la qualité suisse et la documente avec l'emblème de l'arbalète, avec SWISS LABEL, sont d'autant plus importantes.» (cf. interview)

Le conseiller national Ruedi Lustenberger, président de SWISS LABEL, l'arbalétrière Monika Hurschler, Sepp Steiner habillé en «Guillaume Tell» et le secrétaire général de SWISS LABEL Rudolf Horber. (photo thk)

Il est évident qu'il ne s'agit pas seulement d'aspects économiques. Donc, la déclaration que «nous sommes tenus, de revenir davantage à nos valeurs traditionnelles» est une orientation importante à une époque où l'Etat-nation, ses règles et ces lois, définies par les citoyens du pays, sont de plus en plus menacées de l'extérieur.

Le SWISS LABEL vise à renforcer l'économie suisse et à donner aux produits suisses la valeur qu'ils méritent et cela à un moment où les prix (reduits) ont plus importance à court terme que la qualité. L'hommage rendu à la mondialisation et au «libre marché» ne sert qu'à renflouer les caisses des multinationales. Les petites et moyennes entreprises se voient donc souvent confrontées à des produits moins chers. On ne peut parler de libre concurrence étant donné qu'on ne peut comparer les conditions de production dans d'autres pays avec les normes élevées en Suisse.

Comme l'emblème de SWISS LABEL est l'arbalète, l'arbalétrière, *Monika Hurschler,* 19 ans, de Steinhausen était également invitée à l'Assemblée générale. Malgré son jeune âge, elle fait partie des grands de ce sport. Elle a déjà occupé les premiers rangs lors de compétitions nationales et internationales. Lors du championnat du monde de tir à l'arbalète à Francfort en 2014, quatrième dans les classements individuels de 10 mètres et de 30 mètres à genoux, elle a manqué de peu une place sur le podium, mais, avec ses deux camarades, elle a pu décrocher la médaille de bronze bien méritée dans la compétition en équipe. Elle a remercié SWISS LABEL pour le soutien qu'on lui a accordé dans l'exercice de ce sport exceptionnel. Employée de commerce, elle s'entraîne pas moins de 20 heures par semaine pour se préparer au championnat du monde de tir à l'arbalète. Cette modeste jeune femme a raconté dans un entretien personnel qu'il y a 10 ans, son frère avait réveillé son intérêt pour ce sport national particulier auquel elle est restée fidèle jusqu'à présent. Elle considère ce sport également comme un «SWISS LABEL», car il appartient à la tradition suisse et symbolise aussi la liberté et l'indépendance suisse.

L'organisation SWISS LABEL compte chaque année davantage de membres, aujourd'hui 700, et elle s'en réjouit. L'association s'est fixé le but d'accueillir chaque année 10% de nouveaux membres. L'année passée, elle a dépassé ce taux du double avec 122 nouveaux membres. Selon la secrétaire de l'association, *Stefanie Zehr,* jusqu'au 15 juin de cette année, 66 nouvelles entreprises se sont déjà inscrites. Si cela continu ainsi, on dépassera même le nombre de l'année dernière.

Dans les entretiens personnels avec les membres de SWISS LABEL se reflètent les préoccupations des entrepreneurs qui se voient confrontés aux exigences et aux défis les plus élevés, en particulier pour les petites et moyennes entreprises. Les directives de l'OMC et des accords bilatéraux concernant les marchés publics, mettent notamment les petites entreprises à rude épreuve. Il est absolument incompréhensible que les entreprises publiques préfèrent souvent les produits étrangers, bien que le marché intérieur, à savoir les produits suisses, soient largement équivalents quant à la qualité et ne coûtent que légèrement plus cher. Les différences de prix résultent en général des salaires bien plus élevés par rapport aux pays voisins. Cela s'explique par le coût élevé de la vie en Suisse allant des prestations sociales aux loyers. Que même l'Armée suisse, pour ne citer qu'un exemple, envisage la confection des chemises pour les uniformes en Chine est absolument choquant et totalement incompréhensible. Déjà en 2011, 90 000 vêtements pour l'Armée suisse ont été produits en Inde.

Avec SWISS LABEL, on veut renforcer l'économie locale et donc promouvoir la place industrielle suisse. Seul une classe moyenne en bonne santé est un garant pour notre prospérité et pour la préservation de notre système politique démocratique, qui doit continuer à exister dans un monde instable et servir en plus de modèle pour d'autres pays sur notre globe. Enfin, c'est le système de démocratie directe, unique en son genre, auquel nous devons notre paix interne et externe et en plus notre niveau de vie élevé dans tous les domaines. Dans la brève interview ci-dessous avec le président de SWISS LABEL, le conseiller national Ruedi Lustenberger, vous en apprendrez davantage sur SWISS LABEL et sur les exigences imposées aux entreprises portant cet emblème. •

Distinguer les produits suisses de première qualité par l'emblème de l'arbalète

Interview du conseiller national Ruedi Lustenberger, président de SWISS LABEL

Ruedi Lustenberger (photo thk)

Horizons et débats: Quel est l'objectif, l'idée de SWISS LABEL?
Ruedi Lustenberger: SWISS LABEL a été créé il y a environ 100 ans. Jadis, à l'époque difficile de la Première Guerre mondiale, on s'est demandé comment on pourrait renforcer l'économie suisse. Il a été convenu de distinguer la qualité suisse et les produits ayant leur origine dans notre pays. On a donc choisi comme signe distinctif l'arbalète comme symbole d'une Suisse vigilante, forte et indépendante. Au cours des premières années, ce signe a rencontré un grand succès. Comme on n'a pas continué à le développer, il a perdu de son importance.

Actuellement, il a de nouveau le vent en poupe?
Oui, depuis environ 10 ans, nous sommes confrontés à une réelle renaissance du SWISS LABEL. De nombreuses entreprises ressentent un réel besoin de distinguer leurs produits de première qualité par l'arbalète. Nous avons un grand nombre de nouveaux membres.

Pourquoi ce label rencontre-t-il actuellement un tel intérêt?
La situation actuelle, influencée par les conséquences partiellement néfastes de la mondialisation et une certaine incertitude au sein de la place industrielle suisse, renforce l'intérêt pour ce label. Il sert de référence également, pour les consommateurs souhaitant acheter des produits suisses en raison de la qualité et de l'authenticité suisses. Cela renforce directement l'économie nationale suisse et les diverses entreprises.

Quelles sortes d'entreprises y participent? Est-ce que ce sont plutôt de petites firmes ou également de grandes entreprises industrielles?
Nos membres sont le miroir de l'économie nationale suisse, caractérisée par les petites et moyennes entreprises. En Suisse, ces PME dominent dans toutes les régions et dans les domaines les plus divers. Certaines grandes entreprises telles que *Caran d'Ache* ou *Victorinox* en font également partie.

Quels sont les plus gros défis pour nos entreprises suisses?
Actuellement, c'est la faiblesse de l'euro, qui est un grand désavantage sur le marché international suite au franc fort. Sur le marché, les conditions concurrentielles sont inégales. Les produits étrangers arrivant sur le marché suisse sont donc très bon marché et concurrencent notre économie locale. Une bonne réponse à cela est l'alignement constant sur la qualité, un excellent service et la mise en exergue de la provenance suisse, par exemple avec notre signe distinctif, l'arbalète.

Quels critères doivent satisfaire les entreprises pour pouvoir utiliser le SWISS LABEL?
Il y a des critères touchant les coûts de production d'un produit. Un certain pourcentage doit revenir à la Suisse. La Loi révisée sur la protection des marques exige à l'avenir 60% pour les produits industriels afin qu'ils puissent être commercialisés avec la croix suisse. Concernant les denrées alimentaires, 80% du poids des matières premières doivent venir de Suisse. SWISS LABEL exige 10% de plus, c'est à dire 70% pour les produits industriels et 90% pour les denrées alimentaires. En outre, toute entreprise doit avoir son siège en Suisse.

Quelle est la situation concernant les services?
Les entreprises offrant des services peuvent également devenir membres chez nous, lorsque le siège et l'administration se trouvent en Suisse et que les services sont réellement fournis dans notre pays.

Ces pourcentages semblent quand même bien élevés.
Oui, nous sommes conscients que nos normes minimales de qualité sont très exigeantes. Nous avons fait un sondage auprès de nos membres. La majorité s'est explicitement exprimée en faveur de normes de qualité suisse élevées. Le législateur doit fixer une limite minimale sensée et tout ce qui dépasse cette limite ne peut être que volontaire. Dans l'agriculture, on demande même 100% de provenance suisse pour les produits de garantie suisse.

Alors cela ce fait sur une base volontaire?
Cela ne doit et ne peut être que volontaire. L'adhésion chez SWISS LABEL se fait de son propre gré, c'est une décision d'entreprise totalement volontaire. Le fait d'avoir une forte augmentation des membres depuis plusieurs années montre clairement que la demande d'une distinction des produits et des services suisses par le signe de l'arbalète est importante.

Monsieur le Conseiller national, nous vous remercions pour cet entretien. •

(Interview réalisée par *Thomas Kaiser*)